



Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération
Département du pilotage de la mobilité
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955

Note de mobilité
SG/SRH/SDCAR/2021-524
07/07/2021

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 18

Objet : Appel à candidatures : 18 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Mise à disposition auprès de la FAO Rome :

- 1 poste de spécialiste Senior Changement climatique mis à disposition auprès du FIDA (ROME)

Date limite de candidature : 01/09/2021

- 1 poste de conseiller en agro-écologie

Date limite de candidature : 01/09/2021

Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) :

- 1 poste d'assistant technique auprès du Représentant sous-régional de l'OIE à Bruxelles

Date limite de candidature : 08/08/2021

Institut Français du Cheval et de l'Equitation :

- 1 poste de gestionnaire des ressources Humaines

Date limite de candidature : 28/07/2021

- 1 poste de contrôleur(euse) identification et traçabilité sanitaire (70%) et identificateur(trice) (30%)

Date limite de candidature : 05/08/2021

Institut National de l'Origine et de la Qualité

- 1 poste de chargé(e) de communication

Date limite de candidature : 30/07/2021

-

FranceAgriMer:

- 1 poste d'adjoint unité grande cultures

Date limite de candidature : 13/08/2021

- 1 poste de responsable du pôle de relance

Date limite de candidature : 31/07/2021

- 1 poste d'administrateur systèmes

Date limite de candidature : 25/08/2021

- 1 poste chargé-e d'études

Date limite de candidature : 29/07/2021

- 1 poste chef.fe unité analyses transversales

Date limite de candidature : 31/07/2021

Office français de la biodiversité :

- 1 poste de chef de projet « Prévention, outils et référentiels techniques

Date limite de candidature : 01/08/2021

Parc de la Vanoise :

- 1 poste de garde-moniteur·rice – district de la Leisse

Date limite de candidature : 22/08/2021

- 1 poste de garde-moniteur·rice – district de Plan du Lac

Date limite de candidature : 22/08/2021

- 1 poste de technicien·ne agriculture

Date limite de candidature : 22/08/2021

Agence de services et de paiement :

- 2 postes de référent fonctionnel

Date limite de candidature : 06/08/2021

- 1 poste de chef.fe de secteur

Date limite de candidature : 31/07/2021

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de la FAO (Rome)
Spécialiste Senior Changement climatique mis à disposition auprès du FIDA (ROME)

Catégorie : A + (équivalent P4/P5)

Cotation parcours professionnel : 3

Date de prise de fonctions souhaitée : décembre 2021/janvier 2022

Durée d'engagement : 2 ans (renouvelable 1 fois 1 an)

Date limite de remise des candidatures : 1^{er} septembre 2021

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est une Institution Financière Internationale et une Agence des Nations-Unies Spécialisée dont la mission est de permettre aux ruraux pauvres de surmonter la pauvreté. A cette fin, Le FIDA finance des programmes et projets qui vise à augmenter la productivité agricole et à augmenter les revenus ruraux. Il promeut aux niveaux national et international des politiques qui contribuent à la transformation rurale. L'expert sera positionné au sein de la division ECG (Environnement, climat, genre, jeunesse, nutrition et inclusion sociale). ECG suit en particulier la mise en œuvre de la stratégie du FIDA sur le changement climatique et l'environnement (2019), des nouvelles procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (2021) et est en train d'élaborer une nouvelle stratégie sur la biodiversité. Depuis 2012, le FIDA finance le plus grand programme au niveau mondial en faveur de l'adaptation des petits producteurs agricoles au changement climatique (ASAP Adaptation for Smallholder Agriculture Programme) qui se terminera en 2025. Une nouvelle phase de ce programme (ASAP+) démarre en 2021. La Division ECG facilite également le plaidoyer global et la communication du FIDA en faveur de l'environnement et du climat. Elle est le point de liaison du FIDA avec la CNUCC (Convention sur le changement climatique), la CDB (Convention pour la Biodiversité) et pour la CNULCD (Convention sur la lutte contre la désertification). Elle participe également à de nombreuses initiatives internationales sur le changement climatique et développe un portefeuille de projets soumis aux fonds mondiaux sur le climat comme le Fond vert, le Fond d'adaptation et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Le poste est localisé à Rome au siège du FIDA, mais nécessitera des déplacements fréquents dans les pays dans lesquels sont développés les projets et programmes.
OBJECTIFS DU POSTE	Fournir une expertise technique et des orientations stratégiques au niveau de l'institution et à toutes les étapes (conception, développement, suivi et évaluation) d'une liste de projets dont il sera point focal. Les principaux résultats attendus sont : l'intégration du changement climatique dans les stratégies des divisions régionales et dans leurs programmes et portefeuilles de projets, incluant la prise en compte des risques climatiques ; une intégration plus systématique dans le suivi évaluation, en vue d'un bon reporting sur les résultats, des études d'impacts des aspects atténuation et adaptation au changement climatique ; la valorisation dans les études économiques des aspects climatiques et environnementaux ; le développement de partenariats.
DESCRIPTION DES ACTIVITES A EXERCER OU DES TACHES A EFFECTUER	Le titulaire sera chargé de renforcer l'intégration de la thématique du changement climatique dans l'ensemble du portefeuille d'actions et programmes du FIDA en particulier sur les domaines thématiques suivants: ➤ « Gestion des ressources naturelles face au climat » (sols, eau, paysages...) ➤ Économie environnementale (valorisation des impacts positifs sur le climat, analyse coûts/bénéfices, analyse de risques et coûts des aléas climatiques...) ➤ Adaptation des communautés rurales (processus institutionnels et outils d'animation) ➤ Adaptation des écosystèmes et solutions fondées sur la nature (systèmes gagnants-gagnants : résilience, productivité, adaptation, atténuation) ➤ Suivi, évaluation et mesures de l'impact de l'adaptation au changement climatique, de la résilience au chocs climatiques et de la séquestration de carbone ➤ Liens entre changement climatique et autres thèmes dans le mandat de

	ECG : nutrition, genre, jeunesse, peuples autochtones A ce titre, il sera plus particulièrement chargé des activités suivantes : - Participer activement à l'intégration à 100 % du changement climatique dans l'agenda du FIDA : ➤ appuyer l'intégration du climat dans les stratégies pays (COSOPs); ➤ fournir un appui technique et stratégique aux Divisions Régionales afin d'assurer que l'adaptation au changement climatique soit entièrement intégrée dans les projets d'investissements et les programmes pays, et alignés avec les priorités nationales en matières de climat (Contributions nationales déterminées...) : i) fournir des analyses et compiler les informations requises en matière climatique pour la conception des projets et programmes ; ii) contribuer à la révision en tant que de besoin des stratégies, projets et programmes pour assurer qu'ils intègrent les NDC et les Plan d'action nationaux (PAN) des pays, appuyer le développement de solutions innovantes, intégrer le climat dans les matrices de risque; iii) appuyer la rédaction des annexes de sauvegardes du FIDA en matière sociale, environnementale et climatique dans le cadre de la conception des projets FIDA. - Coordonner la mise en œuvre de la première phase du programme ASAP : interface avec les donateurs, suivi et capitalisation (notamment sur la base des rapports de mi-parcours et terminaison des projets), suivi de la mise en œuvre des recommandations de la revue à mi-parcours du programme qui a eu lieu en 2020. - Contribuer à la formulation de certains projets du programme ASAP+, qui renforce ses actions sur les pays en insécurité alimentaire et intègre plus fortement les aspects atténuation du changement climatique. - Renforcer et développer les partenariats avec les autres agences bilatérales et multilatérales, et dans les initiatives multi-donateurs ciblant le climat (AFD, FAO, PAM, Finance in Common Summit, NDC Partnership). - Renforcer et développer les échanges de connaissances pour améliorer les données sur le climat notamment en lien avec le développement rural et la résilience, (4 pour 1000, Global Commission on Adaptation (GACSA), Scaling up Agro-Ecology Initiative, Climate Policy Initiative...) - Coordonner l'élaboration de documents de capitalisation des connaissances, y compris des documents techniques, fournir des contributions pour des événements et initiatives mondiales et l'organisation d'événements pertinents en tant que de besoin ; - Concevoir des outils pédagogiques à destination du personnel du FIDA et des équipes de projet (intranet, formations en ligne...). - Renforcer la représentation et la communication du FIDA sur les questions d'adaptation au changement climatique (y compris représenter le FIDA dans les fora pertinents et rencontres inter-agences). - Recrutement de consultants/personnel junior et leur suivi technique (appui, supervision, évaluation de performance...)
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Le spécialiste Senior changement climatique est placé sous la responsabilité de la directrice du Département ECG et de la spécialiste principale changement climatique et environnement. Il travaillera en collaboration avec les autres spécialistes thématiques et avec les responsables des programmes pays.
	SAVOIRS SAVOIR-FAIRE

COMPETENCES LIEES AU POSTE	- Au minimum un diplôme de niveau master en économie de l'environnement ou en agriculture, climat, géographie, agronomie, géosciences, ou développement rural. - Expérience (minimum 5 ans) dans la formulation, la gestion et la supervision de programmes de développement ou de politiques publiques, une expérience de terrain dans un pays en développement est nécessaire. - Connaissance solide des questions relatives aux changements climatiques et leurs impacts sur le développement rural, avec une expérience dans au moins l'un des domaines suivants : Gestion des ressources et de systèmes agricoles "Climate-Smart", Économie environnementale, Adaptation des systèmes agricoles au changement climatique (approche basée sur les écosystèmes, biodiversité, agro-écologie), suivi-évaluation et évaluation des impacts en matière d'adaptation au changement climatique. - Compétences en gestion et analyse des données - Expérience à l'international souhaitée - Anglais écrit et oral courant indispensable - La maîtrise d'une autre langue officielle des Nations Unies serait un plus (arabe, espagnol)	- Réflexion stratégique - gestion, pilotage/supervision de projets - travail en équipe multi-culturelle et pluridisciplinaire - capacité à prendre des décisions, sens de l'initiative, de l'innovation, et de l'organisation. - Communiquer, partager des connaissances - Aptitude à établir des partenariats
PERSONNES A CONTACTER	Françoise SIMON Sous-Directrice International – DGPE Tél : 01 49 55 45 08 francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr Isabelle OUILLON - Cheffe du BMSA - Tél : 01 49 55 48 66, isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Aliocha Nguyen – DGPE – Chargé de mission réseau international aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Mise à disposition auprès de la FAO (Rome)

Conseiller en agro-écologie

Catégorie : A + (équivalent P5)

Cotation parcours professionnel : 3

Date de prise de fonctions souhaitée : décembre 2021/janvier 2022

Durée d'engagement : 3 ans renouvelable 2 fois 1 an

Date limite de remise des candidatures : 1^{er} septembre 2021

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL ET CONTEXTE DE LA MISSION	La Division de la production végétale et de la protection des plantes (NSP) est en charge de l'approche écosystémique de l'intensification de la production agricole au travers de son équipe NSPED (The Ecosystem Approach to Crop Production Intensification Team) qui promeut les connaissances et les pratiques agro-écologiques pour améliorer la durabilité et la résilience des systèmes agricoles des petits exploitants agricoles grâce à des approches écosystémiques. La FAO a organisé deux symposiums internationaux sur l'agroécologie en 2014 et 2018 et a défini les « 10 éléments de l'agroécologie » pour guider l'action. L'initiative "<i>Scaling up Agroecology Initiative</i>" a été lancée en 2018. Dans son cadre stratégique 2022-2031, la FAO considère l'agro-écologie comme une des approches systémiques intéressante pour soutenir le développement. Les innovations en matière d'agro-écologie y sont présentées comme des nouvelles technologies permettant d'accroître la production alimentaire tout en respectant l'environnement. La FAO s'est par ailleurs dotée d'un outil permettant d'évaluer les multi-performances de l'agroécologie appelé TAPE (<i>Tool for Agroecology Performance Evaluation</i>) qui se base en particulier sur les 10 éléments de l'agro-écologie. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a adopté le 4/06/21 des recommandations politiques sur « l'agroécologie et les autres approches novatrices », dont la FAO doit soutenir la mise en œuvre.
OBJECTIFS DU POSTE	Documenter les multi-performances des approches agro-écologiques et de leur contribution à l'atteinte des ODD y compris via l'élaboration d'outils de suivi- évaluation afin de guider les décideurs vers des approches inclusives permettant des transitions vers des chaînes de valeur alimentaires durables.
DESCRIPTION DES ACTIVITES A EXERCER OU DES TACHES A EFFECTUER	En lien avec les autres départements de la FAO potentiellement concernés, et sous la responsabilité du directeur de la Division NSP de la FAO, le conseiller participera aux activités suivantes : - contribuer aux efforts en cours pour l'optimisation de l'outil TAPE et à sa mise en œuvre dans différents pays ; - superviser, compiler, synthétiser les résultats d'études des impacts socio-économiques à différentes échelles des approches agro-écologiques en les comparant à d'autres innovations accessibles aux petits agriculteurs dans différents contextes ; - contribuer à l'analyse et à l'interprétation des données multidimensionnelles (i.e. économiques, sociales et environnementales) résultant de la mise en œuvre de l'outil TAPE dans différents pays. - contribuer à développer des méthodologies permettant de prendre en compte l'ensemble des critères pertinents (coûts de production,

	du travail, diversification, investissements, revenus, compétences...) permettant une évaluation de la triple durabilité des approches agro-écologiques ; - animer la réflexion et contribuer à la diffusion des résultats sur la place des produits issus de l'agro-écologie dans les chaînes de valeur et leur insertion dans des marchés et sur les manières de mieux les valoriser ; - mettre en avant les multi-performances de l'agro-écologie et développer des outils d'aide à la décision pouvant contribuer à des transitions vers des politiques publiques intégrant des approches agro-écologiques ; - contribuer à la réflexion sur les changements d'échelle de l'agro-écologie et identifier des axes de coopération (Sud-Sud, triangulaire, bi ou multi-latéral) pour le développement de ces approches sur le terrain ; - contribuer à la mise en œuvre des Recommandations politiques du CSA sur « l'agroécologie et les autres approches novatrices » - contribuer au plan de travail de l'Initiative Scaling up Agroecology et - diriger ou appuyer la mise en œuvre de projets de la FAO sur les approches agroécologiques dans les pays/régions.	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Le conseiller collaborera avec les différents départements et divisions de la FAO ainsi qu'avec les bureaux décentralisés et les partenaires externes œuvrant dans les secteurs de l'agro-écologie et innovations, l'évaluation, les chaînes de valeurs et marchés.	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	- Diplôme supérieur en lien avec l'agronomie, l'économie, le développement durable ou dans une discipline apparentée - Expérience de 10 ans en agro-écologie, évaluation, économétrie, politiques publiques - Expérience professionnelle dans un environnement multisectoriel et pluridisciplinaire - Expérience à l'international souhaitée - Anglais écrit et oral courant indispensable - La maîtrise d'une autre langue officielle des Nations Unies serait un plus	- Organiser, traiter et restituer des données sous forme d'outils d'aide à la décision - Encadrer, mobiliser et responsabiliser autour de réflexions stratégiques - travail en équipe multi-culturelle et pluridisciplinaire - Efficacité (obtention de résultats, respect des délais) - Aptitude à mobiliser des ressources, établir des partenariats
PERSONNES A CONTACTER	Françoise SIMON – sous directrice International francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr Isabelle OUILLON - Cheffe du BMSA - Tél. : 01 49 55 48 66, isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr - Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à : Aliocha Nguyen – DGPE – Chargé de mission réseau international aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
Assistant technique auprès du Représentant sous-régional de l'OIE à Bruxelles

Catégorie: A +

Note de cheminement de carrière: 3

Prise en fonction : 3ème trimestre 2021

MISSIONS DE LA STRUCTURE	L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Ses normes sont reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, dont le siège est à Paris, compte 182 États membres et 13 représentations régionales ou sous-régionales, dont 3 en Europe, la Représentation régionale à Moscou et deux représentations sous-régionales à Bruxelles et Nour Sultan. Parmi les 53 pays de la Commission Europe de l'OIE, la Représentation sous-régionale à Bruxelles est chargée de développer et d'entretenir des relations avec les institutions présentes à Bruxelles, y compris la Commission, et avec les États membres de l'Union européenne.	
OBJECTIFS D'EMPLOI	Sous l'autorité du Directeur général et sous la supervision du Représentant sous-régional à Bruxelles, le candidat sera chargé de mettre en œuvre les programmes de l'OIE dans la sous-région. En particulier, il sera chargé de soutenir la gestion des actions de la sous-région, répondant aux priorités de l'OIE. Il/Elle soutiendra le secrétariat des GF-TAD (plan-cadre mondial FAO/OIE pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières) en Europe, et la plate-forme régionale pour le bien-être animal.	
DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	Pour les États membres de l'OIE, notamment couverts par la représentation sous-régionale : - le suivi des relations techniques avec les pays, les partenaires institutionnels et scientifiques du réseau ; - le suivi technique et budgétaire des programmes d'activités de l'OIE dans la sous-région ; - la mise en œuvre des activités de la feuille de route régionale du bureau sous-régional de l'OIE : les programmes de renforcement des capacités des services vétérinaires, le programme mondial pour une meilleure gouvernance vétérinaire, les actions coordonnées avec l'OMS et la FAO dans le cadre du concept « ne santé »... ; - le soutien technique et logistique aux programmes de formation; - le remplacement du représentant sous-régional par intérim en son absence.	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	L'assistant technique travaillera en relation constante avec : - les différents ministères du Siège de l'OIE, y compris le Département d'action régionale ; - la Représentation régionale et sous-régionale de l'OIE à Moscou et Nur Sultan; - les services vétérinaires de la sous-région, avec lesquels il devra développer puis entretenir des relations professionnelles étroites	
COMPÉTENCES LIÉES À LA POSTE	Connaissances	Expertise
	- Médecine vétérinaire - Au moins 10 ans d'expérience en santé publique vétérinaire - Expérience internationale (notamment, mise en œuvre de normes ou de programmes de santé animale). - Maîtrise parfaite de l'anglais (écrit et parlé). La connaissance d'une autre langue officielle de l'OIE est un atout. - Maîtrise des outils informatiques. La maîtrise et les systèmes d'information géographique sont un atout.	- Capacité de travailler en équipe. - Expérience des relations institutionnelles - Forts adaptatifs et adaptables à un environnement interculturel. - Sens de l'organisation - Capacités rédactionnelles et de synthèse.

PERSONNES À
CONTACTER

- Emmanuelle Soubeyran - Directrice générale adjointe de l'alimentation, CVO
01 49 55 81 77, emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr
- Charles Martins-Ferreira - Directeur adjoint des affaires sanitaires européennes et
internationales
01 49 55 81 20, charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr
- Pierre Primot - au vice-président adjoint des Affaires sanitaires européennes et
internationales
01 49 55 45 26, pierre.primot@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Équitation

Direction des Ressources humaines- Route de Troche – 19130 Arnac-Pompadour

Gestionnaire des Ressources Humaines

N° du poste : 17403	
Catégorie : B	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :	Groupes RIFSEEP : G2
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de : - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français. L'IFCE est implanté sur plusieurs sites en territoire dont 4 sites nationaux : Saumur, Pompadour, Uzès, Le Pin. Son personnel d'environ 650 agents est constitué de : - Titulaires issus de différents ministères (Agriculture, Education Nationale, Sport, Armées, corps interministériels) et d'un corps propre - Contractuels La DRH composée d'une vingtaine d'agents est organisée ainsi : - Département Gestion administrative du Personnel en charge du suivi administratif et financier de la carrière des agents de l'Ifce et du pilotage de la masse salariale - Département Emploi, Compétences et Formation - Département Prévention et Sécurité - Antenne de Saumur La DRH s'appuie sur un réseau de correspondants RH en territoire. Le poste de gestionnaire est ouvert au sein du Département Gestion Administrative du Personnel à Pompadour (7 personnes). A noter que l'Ifce est autonome pour la gestion de la paie qui est réalisée au travers des logiciels Astre pour le SIRH et PEP pour le mandatement de la paie, avec saisie en double sur le logiciel Renoirh pour les titulaires du MAA. Il est aussi pratiqué la dématérialisation systématique dans le dossier de l'agent des documents produits ou reçus.

Objectifs du poste	Au sein d'une équipe de 6 gestionnaires et sous l'autorité du responsable de département : le gestionnaire des ressources humaines réalise des actes administratifs et financiers dans le respect des techniques, des règles et procédures applicables au domaine des ressources humaines de la fonction publique d'Etat. Il a également en charge pour une partie de son temps (au moins 20%) des actes techniques tels que : - Le calcul des cotisations sociales, mandatement paie - L'administration du SIRH (ASTRE) - La production de requêtes d'extraction de données (BO)
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	* Prendre en charge la gestion administrative et financière d'agents fonctionnaires et contractuels, pour un périmètre défini, ce qui comprend : - Préparer et rédiger les actes de gestion (décisions, courriers, ...) relatifs à la carrière des personnels ainsi que les éléments pour la mise en œuvre de la paie des agents - Traiter, suivre et contrôler les dossiers complexes de son secteur, notamment en matière de dossiers maladie (en concertation avec les correspondants RH locaux) - Etre garant de la conformité réglementaire des dossiers et rendre compte de leur état d'avancement - Contrôler de façon croisée en équipe la paie chaque mois - Assurer le suivi administratif et budgétaire des actions réalisées - Assurer pour partie le mandatement de la paie - Saisir et mettre à jour des bases de données, des tableaux de bord pour la gestion ou le pilotage * Prendre en charge en binôme la gestion des allocations retour emploi et des aides sociales proposées par l'Ifce * Communiquer, partager : - Travailler en étroite relation avec les Correspondants Ressources Humaines en territoire - Accueillir et informer les agents en sa qualité de référent dans son périmètre d'activité * Travailler en interface avec les organismes de prestation sociale et de complémentaire santé (CPAM, MSA, AG2R, ...), les impôts, ... * Prendre en charge des actes techniques sur le système d'information : - paramétrage SIRH (ASTRE) - exploitation SIRH : liquidation de paie, production DSN, CRM, ... - requêtes extraction de données (Business Objects) - Assurer, avec l'ensemble de l'équipe la veille, l'application et le contrôle de la réglementation

Champ relationnel du poste	- Sous l'autorité du responsable du département de gestion administrative des personnels (DGAP) - Agents du DGAP et plus largement agents de la direction des ressources humaines - Correspondants RH locaux - Ensemble des agents de l'établissement et leurs responsables hiérarchiques - Les agents des bureaux de gestion RH des ministères - Les organismes de prestation sociales, impôts, ... - AMOA SIRH, DSI, prestataires informatiques	
	Savoirs : - Connaissance affirmée des processus administratifs et financiers de la paie et du chômage - Connaissance des statuts, règlements et procédures de gestion des personnels de la fonction publique d'Etat (fonctionnaires et contractuels)	Savoir-faire : - Utilisation des logiciels bureautiques, des progiciels de gestions RH et de requêtes + suite Office et particulièrement Excel + Business Objects (ou autre outil de reporting) + exploitation/administration SIRH (ASTRE ou autre logiciel) - Application des dispositions réglementaires - Maîtrise des techniques d'expression écrite et orale et plus particulièrement de rédaction administrative - Goût pour le travail en équipe et au contact du public - Sens de l'organisation, Rigueur, - Savoir anticiper, identifier les priorités et organiser son activité en tenant compte des contraintes et des échéances - Esprit d'initiative tout en sachant rendre compte - Adaptabilité - Qualités relationnelles - Obligation de discrétion
Diplôme – Expérience professionnelle Diplôme souhaité : Bac + 2 minimum (BTS – DUT) Connaissances affirmées en gestion de paie Aisance technique bureautique et système d'information Expérience dans le domaine de la GRH de 3 ans minimum		
Personnes à contacter	Pour plus de renseignements sur le poste : M Pascal DHERMY - Responsable Département Gestion Administrative du Personnel 05 55 73 83 70 - 06 07 13 81 44 Courriel : pascal.dhermy@ifce.fr M Boris GARNIER - Directeur des Ressources Humaines 05 55 98 59 17 – 06 46 34 12 46 Courriel : boris.garnier@ifce.fr Composition du dossier : - CV - Lettre de motivation - Etat de services Renseignement sur le dossier de mobilité Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél :	

	05.55.73.83.08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr M. Alexandre BORDES, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 73 83 63 Courriel : alexandre.bordes@ifce.fr
--	--

Date limite de candidature : 28/07/2021

Prise de poste : 1^{er} octobre 2021

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Délégation territoriale Auvergne Rhône Alpes**

Marmilhat 63370 LEMPDES

Contrôleur(euse) identification et traçabilité sanitaire (70%) et identificateur(trice) (30%)

N° du poste : Catégorie : B Corps/grade : Filière technique	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :	Groupes RIFSEEP : G2
Poste susceptible d'être vacant Prise de poste à compter du 01/09/2021	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de : - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français. La mission de police de l'identification des équidés a été confiée à l'Ifce fin 2014 (dispositions de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014). Une brigade d'une soixantaine de contrôleurs, assure cette mission sur l'ensemble du territoire. Ces agents assermentés sont habilités à rechercher et constater les infractions relatives à l'identification des équidés et aux obligations sanitaires du détenteur d'équidés. L'objectif des contrôles réalisés par les agents de l'Ifce est de renforcer la fiabilité de la traçabilité sanitaire des équidés en accompagnant les détenteurs dans la réalisation de leurs démarches puis en sanctionnant les acteurs négligents ou fraudeurs. La mission d'identification de terrain est une mission régalienne au service de la traçabilité. Les identificateurs Ifce réalisent les actes de terrain en suppléance de la profession vétérinaire, et contribuent au maintien de la qualité et de l'expertise en lien fort avec le SIRE. Ils apportent notamment leur appui dans le traitement des dossiers complexes, dans le développement des outils dédiés à l'identification de terrain, et ils participent aux changements de procédures imposés par les évolutions réglementaires. - Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de M. Michael TOUTAIN, coordinateur des contrôles en traçabilité sanitaire Auvergne-Rhône-Alpes

Objectifs du poste	Le(la) contrôleur(euse) organise et effectue des contrôles chez le détenteurs d'équidés afin de vérifier le respect de la réglementation identification et des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés. Il réalise le suivi administratif des dossiers de contrôle. 70% de son temps de travail L'identificateur(trice) réalise les actes d'identification de terrain (relevé de signalement, pose de transpondeur, prélèvements sanguins). Elle optimise son travail via l'organisation de tournées en regroupant les demandes des clients. Les agents sont habilités spécifiquement pour cette mission. 30% de son temps de travail
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Activités principales de contrôleur identification et traçabilité sanitaire - Planifie et organise des contrôles terrain en lien avec le plan de contrôle national : recherche des détenteurs à contrôler, prospection terrain, prise de RDV. - Réalise des contrôles terrain chez les détenteurs d'équidés : contrôles des documents administratifs de références, contrôle physique de l'identification des équidés, constats d'infraction, vérification des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés, constats protection animale. - Assure le suivi administratif des dossiers de contrôle : saisie des résultats de contrôle, rédaction compte rendu de contrôle/courrier d'accompagnement, suivi des remises en conformité par le détenteur. - Informe et transmet avec pédagogie la réglementation. - Collabore avec les DD(CS)PP et autres acteurs du contrôle (DDT, BNEVP) : interface, actions conjointes, mutualisation des informations, appui règlementaire et technique, réunions de travail. - Contribue à la diffusion d'information en lien avec les activités d'Institut Technique de l'Ifce. Activités annexes - Participe à la formation des futurs agents. - Aide à concevoir les guides méthodologiques et fiches techniques. - Contribue à l'amélioration continue des outils et procédures. - Contribue à la rédaction et à la mise à jour des guides techniques et réglementaires. Activités principales d'identificateur - Planifie et organise les actes d'identification de terrain en lien avec le plan de production territorial et national : gestion fichier client, organisation de tournées, prise de RDV. - Réalise les actes d'identification de terrain chez les éleveurs d'équidés : contrôles des documents administratifs de références, contrôle physique de l'identification des équidés, relevé de signalement, pose du transpondeur, prélèvements sanguins, vérification de signalement, mise à jour de données d'identification. - Assure le suivi administratif des dossiers d'identification de terrain : remplissage et transmission au SIRE du formulaire d'identification de terrain papier ou dématérialisé, envoi des prélèvements sanguins. - Informe et transmet avec pédagogie la réglementation. - Collabore avec la profession vétérinaire ou autres acteurs de l'identification : interface, actions conjointes, mutualisation des informations, appui règlementaire et technique, réunions de travail. - Contribue à la diffusion d'information en lien avec les activités d'Institut Technique de l'Ifce.
Champ relationnel du	En interne

poste	- Direction du Système d'information relatif aux équidés (SIRE) - Direction des Contrôles et de l'Identification de Terrain (DCIT) - Responsables Traçabilité - Directeurs de délégation territoriale - Contrôleurs - Identificateurs - Experts techniques de l'Ifce En externe - Propriétaires d'équidés / détenteurs / éleveurs - Vétérinaires - DD(CS)PP / DDT / BNEVP / autres services de contrôle - Greffes, Mairies, Gendarmerie, Procureur de la république, autres représentants de l'état (préfet, sous-préfet, député, etc). - RESPE Conditions particulières de travail Déplacements professionnels sur la zone d'intervention	
Compétences liées au poste	Savoirs / Savoir-faire : - Connaissance de la filière et de ses institutions (Pratique) - Identification terrain des équidés (Pratique) - SIRE : identification des équidés (Pratique) - SIRE : connaissance et expertise des documents d'identification (Initié) - Formation des publics de la filière - Education et manipulation des équidés (Initié) - Contrôle identification et traçabilité sanitaire (Pratique) - Droit, techniques juridiques et procédures (Initié) - Utilisation de logiciels (Initié) - Expression écrite (Pratique) - Expression orale (Pratique)	Savoir-être : - Etre autonome - Etre orienté vers l'action et le résultat - Avoir l'esprit d'équipe - Faire preuve de discrétion - Avoir le sens des relations humaines - Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients - Savoir gérer des situations difficiles
Personnes à contacter	Personne à contacter pour plus de renseignements M. Alain MOURET-LAFAGE – Délégué territorial Auvergne Rhône Alpes - Tél. : 06 74 43 67 10 Courriel : alain.mouret@ifce.fr M. Michael TOUTAIN – Coordinateur de contrôle – Tél : 04 37 61 13 00 Courriel : michael.toutain@ifce.fr Composition du dossier : - CV - Lettre de motivation - Les 3 derniers compte-rendu d'entretien professionnel Renseignement sur le dossier de mobilité / A envoyer à : Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr	

Mme Elodie LISSART, Chargée de projet et développement RH –
Tél : 05 55 98 59 35
Courriel : elodie.lissart@ifce.fr

Condition de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16).



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Siège - 12, rue Henri Rol-Tanguy
93555 Montreuil Cedex
Cellule communication externe

Chargé(e) de communication (F/H)

N° du poste : Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP : 4
Poste vacant Date limite de candidature : 30/07/2021	
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation chargé de mettre en œuvre la politique française des produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO). Ses principales missions portent sur, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion des concepts SIQO, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de production des produits sous SIQO. La cellule communication externe est composée de trois agents, une responsable et deux chargés de communication.
Objectifs du poste	Assurer, sous l'autorité de la responsable de la cellule, la mise en œuvre de la Communication digitale et institutionnelle de l'Institut.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Communication digitale Site internet institutionnel www.inao.gouv.fr : - Mise en ligne des documents transmis par les services (guides de lecture, relevés des décisions prises en instances, avis de consultations publiques...) - Gestion du formulaire de contact - Recherche de sujets et rédaction d'actualités sur l'INAO, les SIQO - Suivi de la gestion de tickets avec le prestataire - Analyse et suivi des statistiques de fréquentation Site internet grand public www.nosproduitsdequalite.fr (créé en 2018) : Élaboration, mise en œuvre et suivi de projet : - Collaboration avec le prestataire en charge de l'hébergement du site internet (animation de réunions, suivi de projet) - Suivi de la gestion de tickets avec le prestataire - Analyse et suivi des statistiques de fréquentation - Animation des réseaux sociaux (1 compte institutionnel sur Facebook et 2 comptes grand public sur Facebook et Instagram, une page LinkedIn) - Proposition, planification, et rédaction de contenus adaptés aux cibles visées - Optimiser la présence de l'INAO sur les réseaux sociaux (augmentation des statistiques, interactions avec d'autres comptes) - Veille INAO et SIQO sur les différents réseaux sociaux (notamment pour partager des actualités hors INAO) - Prise en charge des questions transmises par les internautes via les réseaux sociaux Contribution à la réflexion sur les évolutions des outils de communications externes digitaux et à leur mise en œuvre. Communication institutionnelle Élaboration, mise en œuvre et suivi de projet Rapport d'activité de l'INAO : - Proposition de sujets - Planification des étapes de la conception à l'impression - Réécriture et rédaction de contenus - Intermédiaire avec les prestataires (graphiste, imprimeur) et les services Carte de vœux de l'INAO Participation à la vie de l'institut ;

	- Projet d'établissement -	
Champ relationnel du poste	Relations internes : agents des services nationaux et territoriaux de l'INAO Relations externes : prestataires extérieurs (sociétés de services, agences), partenaires institutionnels de l'agriculture et de l'alimentation	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	Intérêt pour les questions agricoles et alimentaires Curiosité pour des sujets variés, Compétences avérées en communication digitale et institutionnelle	Rédaction web Gestion de projet Animation des réseaux sociaux Travail en équipe et en réseau Gestion de prestataires
Personnes à contacter	Les candidatures, lettres de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressés à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Madame Nadia MICHAUD – Responsable de la cellule communication externe Tél. : 01 73 30 38 78 – Courriel : n.michaud@inao.gouv.fr	

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint Unité Grandes Cultures

DRAAF Nouvelle-Aquitaine - Service FranceAgriMer
15, rue Arthur Ranc - CS 40537 - 86020 POITIERS CEDEX

N° appel à candidature : 20178	Catégorie : A ou B
Cotation parcours professionnel : 1 si catégorie A SO si catégorie B	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat Groupe 1 si corps des TSMA Groupe 1 si corps des SA
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant Prise de poste dès que possible	Localisation : POITIERS (86)
Conditions de recrutement : Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	
Présentation de l'environnement professionnel : FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer : • met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; • assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; • organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.	
Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Grandes cultures » basée à Poitiers assure la gestion de dispositifs spécifiques aux grandes cultures (mesure Aval), la collecte et le traitement des	

données statistiques, le suivi des opérateurs économiques de la filière, la gestion administrative des enquêtes, le suivi des marchés et l'animation des filières (rencontre régionale annuelle et comités régionaux céréales, Céré'Obs, visiostockage, estiprev...). Cette unité a vocation à élargir ponctuellement son champ de compétences aux missions de l'établissement en lien avec le secteur de l'élevage.

Objectifs du poste

Assurer, sous l'autorité hiérarchique du chef de service ou son adjoint, et en lien avec le chef d'Unité, l'instruction et le suivi des dossiers techniques et administratifs relatifs aux missions de l'établissement dans le domaine des grandes cultures voire de l'élevage qui portent notamment sur :

- la gestion de la mesure Aval et de ses composantes (préparation de la campagne, analyse financière, billetterie, suivi des organismes jugés sensibles...)
- le suivi des opérateurs économiques et de leurs déclarations réglementaires ;
- l'analyse et la valorisation des données statistiques des organismes de collecte, des meuniers et fabricants d'aliments du bétail ;
- la mise en œuvre et le suivi de dispositifs en lien avec le secteur de l'élevage.

Missions et activités principales :

- Organiser, réaliser et superviser les enregistrements des dossiers d'Aval ;
- Analyser les situations économiques et financières des organismes à avaliser ;
- Appliquer les décisions et obligations liées à l'Aval ;
- Participer à l'élaboration des prévisions de collecte ;
- Accompagner les organismes économiques dans leurs obligations de déclaration ;
- Organiser le suivi de séries permettant de comprendre l'activité des filières régionales ;
- Réaliser des supports documentaires pour animer les réunions des instances régionales ;
- Assurer le suivi de la réglementation et des procédures en relation avec les services du siège puis leur diffusion ;
- Contribuer au suivi des tableaux de bord en relation avec le chef de service ou son adjoint et le chef d'unité ;
- Contribuer à la rédaction de notes de synthèse, courriers, expertises
- Encadrement des agents de l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Opérateurs économiques dans le secteur des grandes cultures et de l'élevage ;
- Organismes bancaires ;
- Equipes des unités métiers du siège de FranceAgriMer ;
- Chefs des unités du service et des autres services de la DRAAF ;
- Représentants des différentes organisations professionnelles et institutionnelles de la région.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des politiques agricoles, des réglementations nationales et communautaires ;
- Connaissance de la filière des Grandes cultures et des filières d'élevage, de leur économie et du fonctionnement des marchés ;
- Connaissances scientifiques et techniques dans le secteur des Grandes cultures et de l'élevage ;
- Connaissances approfondies en analyse comptable et financière.

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité managériale
- Maîtrise des procédures nationales et communautaires dans le domaine agricole ;
- Maîtrise des applications spécifiques ;
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale et de management ;
- Autonomie, adaptabilité et réactivité ;
- Aptitude au dialogue et à la négociation ;
- Esprit d'analyse et de synthèse.

Diplôme – Expérience professionnelle			
Minimum bac+3			
Contraintes du poste :			
Pas de contrainte particulière			
Poste clé¹ :	Oui	Non X	
Poste à caractère sensible² :	Oui X	Non	
Poste à privilèges³ :	Oui	Non X	
Personnes à contacter			
Hervé LEGER, Adjoint Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine hervé.leger@franceagrimer.fr – Tel : 05 49 03 11 39			
Valérie LAPLACE, Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine valérie.laplace@franceagrimer.fr – Tel : 05 35 31 40 20			
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilité@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35			
Conditions de travail			
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.</i> <i>Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i> <i>Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.</i>			
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/08/2021			
Le dossier de candidature doit comporter : - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.			

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable du pôle Plan de relance – volet Filières

Direction des Interventions / Service Aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation /
Unité Entreprises et filières

N° appel à candidature : 20204

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

Cotation Groupe RIFSEEP :

Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant – prise de fonction au 01/10/2021

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Au sein de la direction des interventions et du service des aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation, l'unité entreprises et filières, composée de 9 agents, met en œuvre les aides en faveur des entreprises de l'aval des différentes filières agroalimentaires. Ces aides concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation et un dispositif structurel visant à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales.

L'unité est notamment en charge de la mise en œuvre d'actions du volet agricole du plan de relance au travers des appels à projets « Structuration des filières agricoles et agroalimentaires », « Structuration des filières protéines végétales », « Modernisation des abattoirs » et « Aide aux organisations de producteurs (OP) et aux associations d'OP (AOP) ».

Elle gère également les procédures de cautionnement de financement d'entreprises agroalimentaires du secteur des céréales ainsi que le financement de l'équarrissage public. Enfin elle est en charge du suivi et de l'évaluation des aides engagées en faveur des entreprises dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 2 et Concours d'Innovation).

L'unité est organisée en 4 pôles : entreprises et équarrissage, Plan de relance filières, Aval céréales, PIA2 et plans aux entreprises FAM.

Objectifs du poste

Le titulaire du poste définit et met en œuvre les actions présentées dans le cadre du plan de relance volet filières (agricoles et agroalimentaires et protéines végétales). Il est également binôme du responsable de pôle aval céréales.

Il suit et accompagne les projets présentés par les entreprises du secteur agroalimentaire dans le cadre des appels à projets du plan de relance. Il collabore aussi à l'instruction des projets du PIA et du grand plan d'investissement (GPI) concernant FranceAgriMer, ainsi que les autres dispositifs d'aides nationales aux entreprises mis en œuvre par l'établissement. Il a également vocation à constituer une source d'expertise sur les domaines et les filières suivis.

Missions et activités principales :

- Préparer, en liaison avec les services du Ministère, les dispositifs d'aides du volet Filières du plan de relance, les mettre en œuvre et les coordonner
- En binôme avec le responsable de pôle, assurer le suivi du dispositif aval céréales
- Instruire les dossiers de demande d'aide du plan de relance, du GPI, du PIA et des autres dispositifs d'aides aux entreprises
- Animer et encadrer l'équipe du pôle filières
- Suivre et accompagner les projets (conventions, engagements, préparation des auditions avec les porteurs de projets, liquidations des aides)
- Réaliser des diagnostics financiers d'entreprises
- Suivre les indicateurs de gestion et de paiement des aides
- Répondre aux missions de contrôles internes et externes

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : direction « marchés, études, prospective », mission filières, agence comptable, services informatiques
- Entreprises des filières agricoles et agroalimentaires
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et ses services déconcentrés
- Secrétariat général pour l'investissement
- ADEME, Bpifrance
- MTES, MEIN, MESRI

- Corps de contrôle externes	
Compétences requises pour le poste :	
Savoirs / Connaissances - Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat) - Connaissance des filières agricoles et agroalimentaires - Compétence souhaitée en analyse financière	Savoir-faire / Maîtrise - Travail en équipe - Capacité d'analyse et de synthèse - Maîtrise des outils bureautiques - Conduite de projet et travail en équipe - Esprit de synthèse - Capacité à respecter les délais
Diplôme – Expérience professionnelle	
Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste	
Contraintes du poste :	
Pas de contrainte particulière	
Poste clé¹ :	Oui Non ☐
Poste à caractère sensible² :	Oui Non ☐
Poste à privilèges³ :	Oui Non ☐
Personnes à contacter	
Frédéric DOUEL, chef du service aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation ☎ : 01 73 30 30 60 ✉ : frederic.douel@franceagrimer.fr Florence POINSSOT, cheffe de l'unité entreprises et filières ☎ : 01 73 30 31 34 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail	
FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/07/2021	
Le dossier de candidature doit comporter :	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.



Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Administrateur Systèmes

Secrétariat Général / Service Systèmes d'information / Unité Infrastructure et Production

N° appel à candidature : 20205	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 21 - Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement : Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	
Présentation de l'environnement professionnel : FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer : • met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; • assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; • organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée. Au sein de l'établissement, le service Systèmes d'information, rattaché au Secrétariat général est chargé de l'ensemble des travaux de maîtrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités études et développements (unité « système d'information gestion des aides » et unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique »).	

L'unité Infrastructure et Production déploie, administre et sécurise les infrastructures informatiques. Elle assure la production des traitements informatisés et est garante de la disponibilité des ressources informatiques.

Dans ce but, l'unité dispose d'un parc d'environ 500 serveurs (virtualisés à plus de 95%), et d'infrastructures de stockage (NetApp, PureStorage), de virtualisation et de sauvegardes, supervisés par Centreon. L'établissement dispose d'un PCI et d'un PRI, dans le cadre d'une certification ISO 27001, obtenue et maintenue depuis 2017.

L'unité assure également l'exploitation d'une quarantaine d'applications web java (serveurs d'application Glassfish/Payara et bases Solaris/Oracle).

Ce poste est rattaché à l'unité Infrastructures et Production.

Objectifs du poste

Contribue et assure les procédures de gestion et administrer les composants système, d'infrastructures logicielles, de réseaux, de bases de données et de sites des systèmes d'information pour en assurer la cohérence, la qualité et la sécurité.

Missions et activités principales :

En s'appuyant sur les prescriptions techniques du responsable du pôle production, responsable hiérarchique direct, les missions sont :

- d'assurer l'administration de systèmes d'exploitation Unix;
- d'apporter une expertise technique et de réaliser de la veille sur le périmètre concerné ;
- de veiller au maintien de la conformité des procédures sous sa responsabilité à la norme de sécurité ISO/CEI 27001.
- De renforcer les équipes sur les points précités

Relations fonctionnelles du poste :

Le chef de l'unité, le responsable du pôle production, les membres de l'équipe du domaine production, les membres des autres domaines de l'unité.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance approfondie des systèmes d'exploitation Unix
- Capacité d'analyse, rigueur, esprit d'équipe
- Etre force de proposition.
- Connaissances appréciées des serveurs d'application Java et des infrastructures de sauvegardes

Savoir-faire / Maîtrise

- Administration OS Unix
- Les savoir-faire suivants seraient un plus :
 - Administration servers d'application Java
 - Administration d'infrastructure de sauvegarde
- Sens du service et des relations humaines.
- Autonomie et esprit l'initiative.
- Aptitude au travail en équipe.
- Rigueur et sens des priorités.
- Capacité à analyser rapidement une situation.

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+3 minimum – expérience idéalement acquise dans le secteur public

Contraintes du poste :

Astreintes possibles

Poste clé¹ : Oui Non ■

Poste à caractère sensible² : Oui Non ■

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

Poste à privilèges³ :	Oui ■ Non
Personnes à contacter Sébastien DUTEÏS – Chef du service Systèmes d'information – Tél. : 01.73.30.26.85 sebastien.duteis@franceagrimer.fr Blaise COLLIN, Chef de l'unité Infrastructures et Production – Tél. : 01 73 30 23 14 b-f.collin@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement Mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail <i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i> <i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 25/08/2021 Le dossier de candidature doit comporter : - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.	

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Poste de Chargé(e) études

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /
Unité Promotion

N° appel à candidature : 20222	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 1 si corps des secrétaires administratifs
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – Prise de fonction au 01/09/2021	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

La Direction des Interventions est chargée de gérer des mesures d'aide européennes au titre de la PAC (politique agricole commune) et nationales. Dans ce cadre, l'unité « promotion » (de l'ordre de 35 personnes) gère des aides à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE. Des crédits européens sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, ...) dans leurs actions de promotion et la bonne utilisation de ces crédits est contrôlée à plusieurs niveaux.

Objectifs du poste

Le chargé de mission, sous la responsabilité de la cheffe d'unité et de son adjointe, est affecté à un pôle de gestion et intervient sur des missions transverses relatives à la vérification de la bonne utilisation des crédits européens. Il coordonne l'ensemble des travaux correspondants et est l'interface au sein de l'unité avec les différents corps de contrôle. Le poste concerne les aides à la promotion dans le secteur vitivinicole.

Missions et activités principales :

- Participer aux travaux de programmation et de suivi des contrôles sur place effectués par FranceAgriMer, à l'élaboration des procédures associées avec le service des contrôles.
- Accompagner les agents sur l'exploitation des suites de contrôle, participer à l'élaboration des procédures correspondantes et à la supervision des dossiers intégrant des suites de contrôle.
- Préparer et fournir les dossiers demandés par les services de contrôle
- Assurer les échanges avec les organismes de contrôle externe (organismes français ou européens). En particulier établir ou participer à l'élaboration des réponses à l'organisme de certification des comptes de FranceAgriMer.
- Venir en appui à l'unité sur les problématiques de contrôles externes et tenir compte des décisions de justice pour adapter et améliorer la gestion du dispositif.
- Participer le cas échéant aux travaux d'instruction et de supervision des dossiers traités par l'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus

Savoir-faire / Maîtrise

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Bonne maîtrise de l'écrit
- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Pour les candidats contractuels minimum Bac+3 demandé
Une expérience sur un poste similaire est demandée

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Poste clé¹ :	Oui	Non x
--------------------------------	-----	-------

Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
---	-----	-------

Poste à privilèges³ :	Oui	Non x
---	-----	-------

Personnes à contacter

Marie TOUVAIS, cheffe de l'unité promotion

☎ : 01 73 30 23 60 ✉ : marie.touvais@franceagrimer.fr

Anne AUGER, adjointe à la cheffe de l'unité promotion

☎ : 01 73 30 22 36 ✉ : anne.auger@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 29/07/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de l'Unité Analyses Transversales (bioéconomie)

Direction Marchés, études et prospective / Service Analyses et Fonctions Transverses et Multifilières

N° appel à candidature : 20228	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant – Prise de fonction au 01/10/2021	Localisation : Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La direction Marchés, études et prospective (DMEP) est chargée au sein de FranceAgriMer d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Etablissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre. Elle est composée de deux services : le service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges (AEF-OFPM) » ; et le service « Analyses et Fonctions Transversales et Multi-filières (AFTM) ».

Le service AFTM a pour missions :

- d'une part de participer aux analyses socio-économiques relatives aux filières agricoles, dès lors que les sujets mobilisent soit plusieurs filières (biomasse, biocarburants, logistique, approche de la consommation alimentaire mettant en concurrence des produits issus de plusieurs filières), soit des méthodes d'approches spécifiques et transposables à plusieurs filières (prospectives, évaluation des politiques publiques agricoles, participation à la mise en place des veilles concurrentielles internationales) ;

- d'autre part d'assurer des missions d'appui à l'analyse socio-économique de ces filières.

L'Unité Analyses Transversales (UAT) au sein du service AFTM est chargée de la collecte de données, des analyses économiques et des études sur la bioéconomie, mais aussi sur d'autres thématiques transversales, en lien avec les autres unités de la DMEP

Objectifs du poste

Assurer le pilotage de l'Unité Analyses Transversales (UAT), qui comporte quatre collaborateurs, avec les objectifs principaux suivants :

- Animer les instances de concertation de l'établissement autour des questions de bioéconomie, et être l'interlocuteur des professionnels et d'autres administrations sur le sujet.
- Contribuer à l'alimentation du système d'information sur la bioéconomie, notamment au travers de l'Observatoire National des Ressources en Biomasse (ONRB).

Piloter le programme d'études de l'Unité et sa valorisation (présentations, synthèses, colloques, etc.).

Missions et activités principales :

- Assurer l'encadrement de 4 agents.
- Animer les instances de concertation de l'établissement autour des questions de bioéconomie : la Commission Thématique Inter-filières bioéconomie, et les groupes de travail qui lui sont rattachés (biocarburants, méthanisation agricole, produits biosourcés, coproduits animaux...) et mettre en œuvre les programmes de travail arrêtés par ces instances
- Sur la thématique bioéconomie, être l'interlocuteur interne et externe, et représenter FranceAgriMer dans les événements et instances externes
- Appuyer le développement et améliorer la visibilité de l'Observatoire National des Ressources en Biomasse (ONRB).
- En lien étroit avec les directions ministérielles pilotes, contribuer à la mise en œuvre des politiques publiques en lien avec la bioéconomie : Stratégie Nationale Bioéconomie (SNB), Stratégie Nationale de Mobilisation de la Biomasse (SNMB), Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC), Stratégie Nationale de la Déforestation Importée (SNDI), Initiative 4/1000, etc.
- Assurer une veille réglementaire, économique et scientifique des filières de valorisation de la biomasse;
- Elaborer des recommandations pour les politiques publiques ou les stratégies des filières sur ces sujets.
- Piloter le programme d'études de l'Unité et sa valorisation (présentations, synthèses, colloques, etc.).
- Faire émerger et conduire des études et des analyses sur la bioéconomie, notamment sur la durabilité des usages ;

Relations fonctionnelles du poste :

Le chef d'unité travaille notamment en interne à la DMEP en réseau avec les services internes à FAM et en externe avec les structures ministérielles en charge de ces questions (MAA, MTE, MEFR, INRAE, ADEME ...) ainsi que les professionnels des filières de valorisation de la biomasse, notamment les présidents des instances de concertation internes.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonne connaissance des filières agricoles, agro-industrielles et recyclage.

Savoir-faire / Maîtrise

- Encadrement
- Esprit d'initiative

- Bonne connaissance en matière d'analyse statistique et économique. - Bonne capacité de synthèse d'études et de textes réglementaires. - Anglais : lu, écrit, parlé.	- Capacité rédactionnelle et de synthèse - Maîtrise des outils bureautiques - Aptitude à conduire un projet Savoir être - Bon relationnel, sens du partage de l'information, de l'organisation et des priorités, aptitude au travail en équipe, rigueur, méthode.
Diplôme – Expérience professionnelle Diplôme de l'enseignement supérieur Bac + 5 ou équivalent Minimum bac+3 validé	
Poste clé¹ :	Oui Non ☒
Poste à caractère sensible² :	Oui Non ☒
Poste à privilèges³ :	Oui Non ☒
Personnes à contacter Pierre CLAQUIN, Directeur Marchés, Etudes et Prospective Tel 01.73.30.25.78 pierre.claquin@franceagrimer.fr Patrick AIGRAIN, chef de service AFTM Tél 01.73.30.25.74 patrick.aigrain@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail <i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i> <i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.</i> <i>Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i> <i>Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.</i> <i>Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/07/2021	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.





Office français de la biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	A
Intitulé du poste :	Chef de projet « Prévention, outils et référentiels techniques » (H/F)
Référence du poste :	DPPC-CPPORT-F
Affectation :	Direction générale déléguée Police, Connaissance et Expertise Direction de la police et du permis de chasser
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du Chef de service Prévention, Appui et Prospective
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir soit par : - un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; - en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 235 € et 3 041 € bruts mensuels)
Dépôt de candidature :	Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures par courriel à recrutement@ofb.gouv.fr , en rappelant obligatoirement le numéro de référence du poste et en joignant : CV + LM.
Date limite de dépôt de candidature :	1^{er} août 2021

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

La direction de la police et du permis de chasser est à la fois une direction nationale et une direction opérationnelle. Elle doit donc, d'une part, assurer au niveau national un rôle de conception, de pilotage, d'animation, d'appui aux services territoriaux, ainsi que d'évaluation de l'activité de police, qu'elle soit administrative ou judiciaire. Elle doit également, d'autre part, assurer des missions opérationnelles en renfort des services territoriaux ou en pilotage direct lorsque les enjeux, la nécessité de coordination ou

de réactivité l'exigent, ainsi que l'examen du permis de chasser.

L'essentiel de l'activité du service « prévention, appui et prospective » se situe en amont de l'acte réglementaire. Il poursuit quatre objectifs principaux :

1. Identifier, évaluer et prioriser les enjeux écologiques et sanitaires susceptibles de faire l'objet d'une réglementation et d'un contrôle,
2. Faire en sorte que la phase de préparation des actes réglementaires soit également une phase de sensibilisation et de prévention des atteintes à l'eau et à la biodiversité,
3. Contribuer à ce que les actes réglementaires, qu'ils soient individuels ou collectifs, puissent faire ensuite l'objet d'un contrôle pertinent et efficace,
4. Créer des méthodes, des outils (référentiels et guides techniques), des formations et des notes d'enjeux

Le service pilote et coordonne l'ensemble des activités d'appui technique à la police administrative des services territoriaux ou nationaux qui lui rendent compte régulièrement. A ce titre :

- Il pilote et anime les réseaux de référents thématiques afin de produire des instructions, retours d'expériences et doctrines pour l'établissement en lien avec ses partenaires,
- Dans une logique de subsidiarité, il apporte son concours à la production d'avis techniques par les services opérationnels par des aides et des conseils. Dans certains cas, il peut être amené à produire lui-même les avis techniques quand le niveau d'expertise l'exige et/ou pour des dossiers stratégiques à enjeux national ou international.

Le service est également chargé de procéder à une analyse qualitative du résultat des actions de police, en fonction des enjeux prioritaires qu'il avait au préalable identifié.

Pour le compte de l'établissement, il pilote la feuille de route ERC pour faciliter la mise en œuvre de cette séquence tant en interne OFB qu'en externe auprès des acteurs.

Missions :

- Apporter une expertise ou aide à l'expertise de projets de niveau national, voire international, en matière de biodiversité en lien avec les services territoriaux de l'établissement ou les services de l'Etat concernés (CGEDD, DREAL, DDT-M) ;
- Participer au pilotage et au ciblage de l'activité de police en caractérisant les enjeux écologiques par la mise à disposition des connaissances et expertises relatives aux milieux et espèces ;
- Contribuer au pilotage et à la coordination de l'activité d'appui technique à la police administrative des services territoriaux ou nationaux de l'établissement ;
- Participer au transfert opérationnel, en direction des services territoriaux de l'AFB ou des partenaires, des solutions techniques destinées à optimiser la mise en œuvre opérationnelle de la séquence « éviter, réduire, compenser » ;
- Proposer et participer à des formations, en interne et à l'externe, en direction des partenaires institutionnels, opérationnels et scientifiques.

Activités principales :

Expertise/ingénierie

- Produire dans le domaine des aménagements, infrastructures et travaux en milieux aquatiques et humides. des notes d'enjeux et de positionnement permettant de définir une stratégie en matière de police et de contrôle sur les thématiques le concernant ;
- Conduire en autonomie des missions d'expertise et d'appui technique auprès des services territoriaux de l'OFB dans le domaine des aménagements, infrastructures et travaux et d'impacts sur la biodiversité ;
- Copiloter avec le Chef de Projet « appui technique et prospective » les travaux du guide chantier des travaux en cours d'eau (tome 2) ;
- Représenter l'Etablissement lors de réunions (comités de pilotage, ...) avec les partenaires (autres services de l'Etat, collectivités territoriales, EPST, bureaux d'études, ...), séminaires, colloques, etc.

Outils et Référentiels

- Concevoir et piloter les outils ERC pour l'appui technique à l'instruction ;
- Coordonner et animer la production des contenus techniques des outils ;
- Proposer et piloter en lien avec le chef de service le budget dédié à ces outils ;
- Participer à l'élaboration des marchés publics nécessaires à leur fonctionnement avec la DSI.

1. PAT-Biodiv

- Coordonner la mise à jour des fiches existantes, la production et la validation de fiches nouvelles et

- animer les différents groupes de travail ;
- Identifier les attentes en termes de contenu et d'évolutions de l'application et assurer le suivi avec le prestataire en charge de la maintenance de l'outil (évolutions) ;
- Assurer l'interface avec le service stratégie, surveillance et contrôle sur le volet informatique ;
- Coordonner et participer au déploiement de PAT-Biodiv ;
- Assurer l'administration des droits et des contenus de PAT-Biodiv.

2. GEOMCE

- Piloter, en lien avec le CGDD, l'application GéoMCE sur les parties suivi et contrôle des mesures compensatoires ;
- Participer à l'évolution de l'application en termes de contenu en lien avec la référente compensation du service ;
- S'assurer de son interface avec les outils de contrôle de l'OFB (OSCEAN).

Centre national de ressources ERC

- Piloter, coordonner, produire et valider les contenus du centre national de ressources ERC en liaison avec les chefs de projet du service et plus largement identifier les contenus produits au sein de la DGD PCE ;
- Proposer une stratégie partenariale avec les territoires, représentants des maîtres d'ouvrage et professionnels (bureaux d'études syndicats professionnels notamment) et la mettre en œuvre afin d'alimenter le centre national de ressources ERC ;
- Animer la communauté d'acteurs avec le soutien de la direction de l'appui aux acteurs pour le volet ingénierie.

Formations

Concevoir, piloter et déployer des formations pour consolider afin que soient démultipliées, au sein des services territoriaux de l'OFB, les compétences en expertise relative à la séquence ERC ou à la compensation des atteintes à la biodiversité ainsi qu'à destination des services de l'Etat, opérateurs, maîtres d'ouvrages, bureaux d'études

RELATIONS LIEES AU POSTE

Relations internes :

- Tous services ;
- Relations privilégiées avec les unités territoriales de l'OFB pour la conduite des missions d'appui technique.

Relations externes :

- Administrations centrales (CGDD, DEB, DGPR, DGEC, DPMA, DAM) ;
- Opérateurs partenaires (Agences de l'eau, FNPf, têtes de réseaux nationaux d'acteurs) ;
- Aménageurs publics et privés ;
- Usagers et associations ;
- Membres de divers groupes nationaux ou groupes de travail.

PROFIL RECHERCHE

- Niveau de diplôme minimum requis : Bac+5 ;
- Niveau : Doctorat souhaité, master 2 environnement, écologie, aménagement ;
- Expérience confirmée ;
- Expérience souhaitée de chef de projet ayant déployé des outils à l'échelle nationale ;
- Expérience appréciée dans un centre de recherche (université, CNRS, INRAE) et/ou dans une administration.

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Connaissances :

- Réglementation (code de l'environnement) ;
- Bonne connaissance des acteurs et de l'organisation institutionnelle de la sphère environnementale ;
- Expertise et expérience en matière d'instruction des projets soumis à autorisation environnementale unique ou déclaration « loi sur l'eau » (avis techniques) ;
- Connaissance des enjeux attachés à la préservation et à la restauration des milieux naturels, séquence ERC ;
- Ecologie, aménagement.

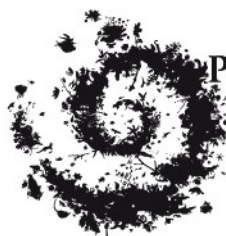
Savoir-faire opérationnel :

- Savoir synthétiser ;

- Maîtriser les outils informatiques ;
- Maîtriser les outils relatifs à la gestion de projet ;
- Savoir animer de réseaux et de communautés d'acteurs.

Savoir-être professionnel :

- Travail en équipe ;
- Prise d'initiative ;
- Autonomie ;
- Qualités rédactionnelles ;
- Qualités relationnelles ;
- Curiosité.



FICHE DE POSTE

IDENTIFICATION DU POSTE

Intitulé du poste	Garde-moniteur-riche – district de la Leisse
Nature du poste (administratif, technique)	- Technique - Catégorie B ou C - Inspecteur-riche de l'environnement de catégorie B ou C du corps de l'environnement, ou équivalent - Classement RIFSEEP pour le corps de l'environnement : - groupe 1 pour les ATE (si > 20 % du temps pour les « missions impliquant une expertise particulière », cf. infra, groupe 2 sinon ; - groupe 3 pour les techniciens de l'environnement. - Position normale d'activité pour un fonctionnaire d'Etat, détachement de la fonction publique territoriale ou hospitalière, ou subsidiairement CDD d'une durée de 3 ans éventuellement reconductible une fois

AFFECTATION, PRESENTATION DU SERVICE

Affectation territoriale (siège, secteur...)	Secteur de Haute-Maurienne (<i>nouveau secteur issu de la fusion en 2021 des secteurs de Modane et de Haute-Maurienne</i>) Le secteur correspond à l'unité territoriale de base de gestion du parc national. Les agents du secteur mettent en œuvre sur ce territoire la politique du parc dans les domaines de la connaissance, la surveillance, la gestion, la valorisation et l'accompagnement des territoires. Il-elle-s assurent des relations de proximité avec les collectivités et les partenaires.
Territoire de compétence	Les gardes-moniteur-riche-s sont compétent-e-s pour exercer leurs missions sur l'ensemble du territoire du parc national (cœur et aire d'adhésion), dans les RNN gérées par l'établissement public, ainsi que sur l'AOA, par mandat du Préfet de département. Il-elle-s peuvent être amené-e-s à participer à des opérations de police de l'environnement sur le reste du département.-
Composition du service (effectif)	Chef de secteur, un adjoint, six techniciens thématiques, 9 gardes moniteur-riche-s, 1 secrétariat et des agents saisonniers (ouvriers, hôtesses, gardes animateur-riche-s)
Positionnement de l'agent dans l'organigramme du service, (affectation, relations hiérarchiques)	Le-la garde-moniteur-riche est placé-e sous l'autorité hiérarchique directe du chef de secteur, lui-elle-même rattaché à la directrice de l'établissement, En accord avec la directrice de l'établissement, le-la garde-moniteur-riche se voit confier par sa hiérarchie des missions de police judiciaire, conformément à la stratégie de police de l'établissement. Il-elle est alors placé-e sous l'autorité fonctionnelle du procureur de la République et veille à l'application de la politique pénale définie entre le procureur et l'établissement.
Relations fonctionnelles	En interne : chef de secteur et équipe du secteur, directrice et directeur adjoint, secrétariat général et l'ensemble des responsables de pôles et chargés de mission. Relations particulières avec les techniciens thématiques, pour la mise en œuvre des différentes feuilles de route. En externe : l'agent est en relation directe et permanente avec les partenaires locaux de son territoire : communes et leurs groupements, offices du tourisme, socioprofessionnels, usagers, monde associatif, écoles...
Résidence administrative	La résidence administrative est le territoire de la commune sur laquelle l'agent travaille le plus fréquemment.

MISSIONS ET ACTIVITES



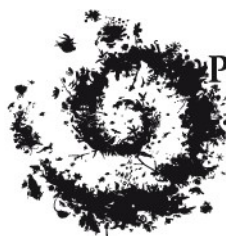
<i>Définition du poste : (Mission principale, objectifs du poste)</i>	Au sein de l'établissement, le-la garde-moniteur-riche a vocation à être la référence en termes de connaissance de son territoire, tant en matière de patrimoine que d'usages et de relation avec les différents interlocuteurs, afin de pouvoir apporter son éclairage en interne sur les sujets concernant ce territoire. Il-elle décline sur le secteur le programme d'actions de l'établissement, défini pour une durée de 5 ans. Celui-ci s'organise autour de feuilles de route thématiques annuelles que chaque secteur est amené à mettre en œuvre. Il-elle assure une mission de surveillance et de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager du parc, informe et accueille le public, réalise des animations notamment pour les scolaires et assure le suivi scientifique des espèces, milieux et habitats. Il-elle est assermenté-e et commissionné-e avec la qualité d'inspecteur-riche de l'environnement.
<i>Missions et activités du poste</i>	<u>MISSIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES GARDES MONITEUR-RICHE-S :</u> De manière générale, il-elle met en œuvre au plus près du terrain des feuilles de route thématiques annuelles validées en CODIR, sur la base du programme d'actions à 5 ans, approuvé par le CA : connaissance, police, tourisme, communication, éducation à l'environnement, agriculture... Assure le suivi scientifique du patrimoine : • Participe ou réalise des inventaires scientifiques faune/flore, paysages, milieux naturels, habitats, patrimoine culturel selon les besoins identifiés par le parc et les protocoles en vigueur • Peut participer à l'écriture de documents scientifiques • Peut participer à des études d'impact lors de projets de travaux • Participe à des opérations ponctuelles ou régulières d'observation et comptage d'espèces faune et/ou flore, ou de capture pour marquage, ou de déplacement d'animaux selon les besoins identifiés par le parc et les protocoles en vigueur • Peut participer à l'élaboration de certains protocoles identifiés dans la stratégie scientifique du parc • Peut participer ponctuellement à des missions de régulation de certaines espèces en zone cœur • Assure un suivi régulier de l'état de conservation des éléments patrimoniaux • Assure un suivi sanitaire de la faune domestique et sauvage (connaissances de pathologie, prélèvements) • Peut réaliser des constats de prédation sur la faune domestique en cœur de parc Informe et communique auprès des publics, en déclinant la feuille de route en matière d'éducation à l'environnement : • Informe et sensibilise les publics locaux, usagers et touristes sur les enjeux de la protection du parc et de l'environnement, la réglementation, l'évolution des missions, la protection de la faune et de la flore, • Prépare et anime des séances d'information à la protection de l'environnement ou au métier de garde moniteur-riche auprès du grand public, • Prépare et anime des présentations auprès des groupes scolaires dans le cadre de projets pédagogiques, (intervention en classe, création d'outils d'animation) et accompagne les groupes sur le terrain, • Accompagne des groupes de visiteurs et de professionnels (journalistes, scientifiques, personnalités...) sur le terrain, en assurant pédagogie et sécurité, • Est amené-e à répondre aux questions ponctuelles (élus, résidents, socio-professionnels, agriculteurs, éleveurs, gardiens de refuges...), • Peut être amené à répondre aux sollicitations des médias (reportages, interview...) en accord avec sa direction, • Participe à certaines manifestations locales lors desquelles il-elle représente le parc. • Contribue à élaborer des outils d'éducation à l'environnement et de

	sensibilisation • Peut représenter l'établissement auprès des élus ou socio-professionnels de son secteur sur des questions de préservation de la nature et, le cas échéant, de patrimoine culturel (restauration de patrimoine bâti), Mise en œuvre des actions d'aménagement et de développement : • Réalise des travaux d'entretien ou d'équipement des sites (sentiers, signalétique sentiers, balisage des limites du parc, passerelles, bâtiments, petits matériels...) • Accompagne des projets locaux, sous la responsabilité fonctionnelle des technicien-ne-s thématiques • Assure une surveillance (y compris lorsqu'ils ne sont pas gardés), une présence régulière et un entretien des refuges du Parc, selon les préconisations de la note « refuges » • Assure une surveillance et un entretien des cabanes du Parc • Transmet les actualités du secteur aux gardiens de refuges • Peut être amené-e à représenter le Parc lors d'actions, projets ou réflexions portées par les collectivités locales Mise en œuvre de mesures de gestion : • Participe à la mise en œuvre des mesures de gestion identifiées par l'établissement pour améliorer l'état de conservation des milieux, des habitats et des espèces • Participe à la mise en œuvre de projets en lien avec l'agriculture et la profession agricole • Assure des missions de surveillance générale ou ciblée sur son territoire de compétence, selon les priorités définies par l'Etablissement public pour le cœur du parc et les réserves ou selon les priorités définies par le Plan de Contrôle départemental (hors cœur et réserves) Gère administrativement et techniquement son activité : • Rédige et transmet les procédures de répression des infractions (logiciel OSCEAN, tableaux de rapportage...) • Renseigne le compte rendu des activités • Saisit les données observées sur informatique (Géonature, base de données rapaces notamment) • Rédige des comptes rendus, des bilans et rapport d'activités • Donne des avis techniques sur des dossiers de travaux et d'aménagement • Gère les locaux et le matériel affecté à son secteur (outils, véhicules...) • Peut participer à des dossiers agricoles, instances paritaires, groupes de travail et/ou de pilotage (charte, programme d'aménagement, stratégie territoriale, Conseil d'administration...) • Saisit le temps de travail par mission et les frais de déplacement (EVA, Virtualia, FRED...) <u>MISSIONS ANNEXES / EVENTUELLES :</u> • Peut encadrer des stagiaires ou services civiques • Peut participer à des opérations de sauvetage ou de prévention des risques dans le cadre de dispositifs coordonnés de l'État • Peut participer à l'atelier photo du Parc : réalise des prises de vue de qualité pour répondre à des besoins en image ciblés (sujet, lieu, Observatoire photographique des Paysages, etc.), trie et légende des photos pour leur intégration dans la photothèque <u>MISSIONS IMPLIQUANT UNE EXPERTISE PARTICULIERE</u> <u>(Technicité, qualification, expérience, sujétions, conception, coordination) :</u>
--	---

	Mission d'Inspecteur-riche de l'Environnement - Recherche et constate les infractions aux dispositions du code de l'environnement pour lesquelles il est compétent. Principaux domaines de compétence : - Espaces naturels, dont la réglementation des parcs nationaux et des réserves naturelles - Patrimoine naturel (faune, flore, habitats, chasse et pêche) - Eaux et milieux aquatiques. - Conçoit, organise et participe à des opérations de contrôle en inter-services (OFB, DDT, ONF, gendarmerie, douanes) - Les infractions constatées sont relevées conformément à la convention de politique pénale établie entre l'Etablissement public et le Parquet, allant de la remontrance verbale à la procédure judiciaire. - Rédige ses procédures judiciaires, applique les procédures d'enquête et d'audition. Peut participer et intervenir lors des audiences devant les tribunaux pour répondre aux questions du procureur ou du président. - Rend compte de son activité dans le logiciel OSCEAN. - En matière de police administrative, l'agent suit les différentes autorisations délivrées par l'Etablissement (travaux, activités), et rédige un rapport de manquement administratif en cas de non-conformité. Assure une responsabilité fonctionnelle, une fonction de référent-e thématique ou d'expert-e : - Exerce une responsabilité fonctionnelle à l'échelle du Parc, par exemple le pilotage d'un groupe opérationnel - Est référent-e dans un domaine d'expertise à l'échelle du Parc, de la Tarentaise ou de la Maurienne - Est référent-e dans un domaine de responsabilité à l'échelle du secteur (police, EPI, véhicules, logistique, communication interne...) - Est pilote ou co-pilote d'un ou plusieurs groupes opérationnels et coordonne certaines activités au niveau du secteur sur ces thématiques (réunion du groupe de travail, comptages, compte rendus...) - Peut transmettre ses connaissances en interne en fonction de son domaine d'expertise - Peut devenir référent-e de l'établissement dans un domaine spécifique (lettre de mission) Sur ces missions, le-la garde-monteur-riche contribue : - En produisant des notes, des protocoles, une organisation logistique - En préparant puis en coordonnant en amont, pendant et en aval des opérations (protocole, police, outils pédagogiques...) en associant l'ensemble des parties prenantes - En participant à ces opérations - En étant le relais des autres agents sur ce domaine (circulation de l'information, représentation de l'établissement...)
<i>Intérêt, difficultés, contraintes du poste</i>	- Le métier d'agent requiert une réelle adaptabilité aux différents publics rencontrés, ainsi qu'une forte réactivité dans l'exercice des missions. - Le positionnement géographique des agents sur le terrain, tant en résidence personnelle qu'administrative, peut les exposer à des risques particuliers. - Le métier impose une disponibilité et une adaptabilité importantes, notamment une grande souplesse dans l'emploi du temps des agents, avec des périodes d'activité très intenses, des horaires variables, parfois du travail de nuit, les week-ends ou les jours fériés. - Les déplacements en milieu montagnard été comme hiver exposent les agents à des risques particuliers, de même que l'exercice des missions de police, qui nécessitent des formations initiales et des recyclages réguliers.

COMPETENCES REQUISES SUR LE POSTE	
<i>Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)</i>	• Connaissance du territoire, des acteurs, du contexte administratif et politique local, • Compétences naturalistes, • Connaissances réglementaires (droit de l'environnement, urbanisme, forêts). • Compétences en matière de sécurité (encadrement de groupes, y compris scolaires et personnes en situation de handicap, déplacements en montagne toutes saisons, formation aux premiers secours) ; savoir gérer et utiliser son matériel de sécurité (communications, matériel technique, EPI, ...)
<i>Savoir-faire (technique et méthodologique)</i>	• Pratique du terrain en milieu montagnard, notamment une bonne pratique du ski de randonnée • Techniques d'animation et de communication en public, • Techniques de négociation et gestion des conflits, • Techniques d'interpellation, • Bureautique. • Qualités rédactionnelles et orales
<i>Savoir-être (attitudes et comportement attendu)</i>	• Sens du service public, • Esprit d'équipe, • Savoir s'adapter (discours/façon d'être) à la diversité des publics rencontrés. • Autonomie, adaptabilité, ouverture, capacité d'écoute,

PROCEDURE DE RECRUTEMENT	
<i>Contact et envoi des candidatures</i>	Sébastien Brégeon, chef de secteur : 06 26 84 73 55 Laurent Perier-Muzet, chef de secteur adjoint : 06 26 84 73 49 Lettre de motivation + C.V. à adresser à : secretariat@vanoise-parcnational.fr
<i>Délais-calendrier</i>	Candidatures à adresser au plus tard le 22 août 2021 Entretien éventuel à prévoir le vendredi 27 août 2021 Prise de poste / début de contrat au plus tôt le 1er novembre 2021 et au plus tard le 1er janvier 2022



FICHE DE POSTE

IDENTIFICATION DU POSTE

Intitulé du poste :	Garde-moniteur-riche – district de Plan du Lac
Nature du poste (administratif, technique) :	- Technique - Catégorie B ou C - Inspecteur-riche de l'environnement de catégorie B ou C du corps de l'environnement, ou équivalent - Classement RIFSEEP pour le corps de l'environnement : - groupe 1 pour les ATE (si > 20 % du temps pour les « missions impliquant une expertise particulière », cf. infra, groupe 2 sinon ; - groupe 3 pour les techniciens de l'environnement. - Position normale d'activité pour un fonctionnaire d'Etat, détachement de la fonction publique territoriale ou hospitalière, ou subsidiairement CDD d'une durée de 3 ans éventuellement reconductible une fois

AFFECTATION, PRESENTATION DU SERVICE

Affectation territoriale (siège, secteur...) :	Secteur de Haute-Maurienne (<i>nouveau secteur issu de la fusion en 2021 des secteurs de Modane et de Haute-Maurienne</i>) Le secteur correspond à l'unité territoriale de base de gestion du parc national. Les agents du secteur mettent en œuvre sur ce territoire la politique du parc dans les domaines de la connaissance, la surveillance, la gestion, la valorisation et l'accompagnement des territoires. Il-elle-s assurent des relations de proximité avec les collectivités et les partenaires.
Territoire de compétence :	Les gardes-moniteur-riche-s sont compétent-e-s pour exercer leurs missions sur l'ensemble du territoire du parc national (cœur et aire d'adhésion), dans les RNN gérées par l'établissement public, ainsi que sur l'AOA, par mandat du Préfet de département. Il-elle-s peuvent être amené-e-s à participer à des opérations de police de l'environnement sur le reste du département.-
Composition du service (effectif) :	Chef de secteur, un adjoint, six techniciens thématiques, 9 gardes moniteur-riche-s, 1 secrétariat et des agents saisonniers (ouvriers, hôtesses, gardes animateur-riche-s)
Positionnement de l'agent dans l'organigramme du service, (affectation, relations hiérarchiques) :	Le-la garde-moniteur-riche est placé-e sous l'autorité hiérarchique directe du chef de secteur, lui-elle-même rattaché à la directrice de l'établissement, En accord avec la directrice de l'établissement, le-la garde-moniteur-riche se voit confier par sa hiérarchie des missions de police judiciaire, conformément à la stratégie de police de l'établissement. Il-elle est alors placé-e sous l'autorité fonctionnelle du procureur de la République et veille à l'application de la politique pénale définie entre le procureur et l'établissement.
Relations fonctionnelles :	En interne : chef de secteur et équipe du secteur, directrice et directeur adjoint, secrétariat général et l'ensemble des responsables de pôles et chargés de mission. Relations particulières avec les techniciens thématiques, pour la mise en œuvre des différentes feuilles de route. En externe : l'agent est en relation directe et permanente avec les partenaires locaux de son territoire : communes et leurs groupements, offices du tourisme, socioprofessionnels, usagers, monde associatif, écoles...
Résidence administrative :	La résidence administrative est le territoire de la commune sur laquelle l'agent travaille le plus fréquemment.

MISSIONS ET ACTIVITES



<i>Définition du poste :</i> (Mission principale, objectifs du poste)	Au sein de l'établissement, le-la garde-moniteur-riche a vocation à être la référence en termes de connaissance de son territoire, tant en matière de patrimoine que d'usages et de relation avec les différents interlocuteurs, afin de pouvoir apporter son éclairage en interne sur les sujets concernant ce territoire. Il-elle décline sur le secteur le programme d'actions de l'établissement, défini pour une durée de 5 ans. Celui-ci s'organise autour de feuilles de route thématiques annuelles que chaque secteur est amené à mettre en œuvre. Il-elle assure une mission de surveillance et de protection du patrimoine naturel, culturel et paysager du parc, informe et accueille le public, réalise des animations notamment pour les scolaires et assure le suivi scientifique des espèces, milieux et habitats. Il-elle est assermenté-e et commissionné-e avec la qualité d'inspecteur-riche de l'environnement.
<i>Missions et activités du poste :</i>	<u>MISSIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES GARDES MONITEUR-RICHE-S :</u> De manière générale, il-elle met en œuvre au plus près du terrain des feuilles de route thématiques annuelles validées en CODIR, sur la base du programme d'actions à 5 ans, approuvé par le CA : connaissance, police, tourisme, communication, éducation à l'environnement, agriculture... Assure le suivi scientifique du patrimoine : • Participe ou réalise des inventaires scientifiques faune/flore, paysages, milieux naturels, habitats, patrimoine culturel selon les besoins identifiés par le parc et les protocoles en vigueur • Peut participer à l'écriture de documents scientifiques • Peut participer à des études d'impact lors de projets de travaux • Participe à des opérations ponctuelles ou régulières d'observation et comptage d'espèces faune et/ou flore, ou de capture pour marquage, ou de déplacement d'animaux selon les besoins identifiés par le parc et les protocoles en vigueur • Peut participer à l'élaboration de certains protocoles identifiés dans la stratégie scientifique du parc • Peut participer ponctuellement à des missions de régulation de certaines espèces en zone cœur • Assure un suivi régulier de l'état de conservation des éléments patrimoniaux • Assure un suivi sanitaire de la faune domestique et sauvage (connaissances de pathologie, prélèvements) • Peut réaliser des constats de prédation sur la faune domestique en cœur de parc Informe et communique auprès des publics, en déclinant la feuille de route en matière d'éducation à l'environnement : • Informe et sensibilise les publics locaux, usagers et touristes sur les enjeux de la protection du parc et de l'environnement, la réglementation, l'évolution des missions, la protection de la faune et de la flore, • Prépare et anime des séances d'information à la protection de l'environnement ou au métier de garde moniteur-riche auprès du grand public, • Prépare et anime des présentations auprès des groupes scolaires dans le cadre de projets pédagogiques, (intervention en classe, création d'outils d'animation) et accompagne les groupes sur le terrain, • Accompagne des groupes de visiteurs et de professionnels (journalistes, scientifiques, personnalités...) sur le terrain, en assurant pédagogie et sécurité, • Est amené-e à répondre aux questions ponctuelles (élus, résidents, socio-professionnels, agriculteurs, éleveurs, gardiens de refuges...), • Peut être amené à répondre aux sollicitations des médias (reportages, interview...) en accord avec sa direction, • Participe à certaines manifestations locales lors desquelles il-elle représente le parc. • Contribue à élaborer des outils d'éducation à l'environnement et de

	sensibilisation • Peut représenter l'établissement auprès des élus ou socio-professionnels de son secteur sur des questions de préservation de la nature et, le cas échéant, de patrimoine culturel (restauration de patrimoine bâti), Mise en œuvre des actions d'aménagement et de développement : • Réalise des travaux d'entretien ou d'équipement des sites (sentiers, signalétique sentiers, balisage des limites du parc, passerelles, bâtiments, petits matériels...) • Accompagne des projets locaux, sous la responsabilité fonctionnelle des technicien-ne-s thématiques • Assure une surveillance (y compris lorsqu'ils ne sont pas gardés), une présence régulière et un entretien des refuges du Parc, selon les préconisations de la note « refuges » • Assure une surveillance et un entretien des cabanes du Parc • Transmet les actualités du secteur aux gardiens de refuges • Peut être amené-e à représenter le Parc lors d'actions, projets ou réflexions portées par les collectivités locales Mise en œuvre de mesures de gestion : • Participe à la mise en œuvre des mesures de gestion identifiées par l'établissement pour améliorer l'état de conservation des milieux, des habitats et des espèces • Participe à la mise en œuvre de projets en lien avec l'agriculture et la profession agricole • Assure des missions de surveillance générale ou ciblée sur son territoire de compétence, selon les priorités définies par l'Etablissement public pour le cœur du parc et les réserves ou selon les priorités définies par le Plan de Contrôle départemental (hors cœur et réserves) Gère administrativement et techniquement son activité : • Rédige et transmet les procédures de répression des infractions (logiciel OSCEAN, tableaux de rapportage...) • Renseigne le compte rendu des activités • Saisit les données observées sur informatique (Géonature, base de données rapaces notamment) • Rédige des comptes rendus, des bilans et rapport d'activités • Donne des avis techniques sur des dossiers de travaux et d'aménagement • Gère les locaux et le matériel affecté à son secteur (outils, véhicules...) • Peut participer à des dossiers agricoles, instances paritaires, groupes de travail et/ou de pilotage (charte, programme d'aménagement, stratégie territoriale, Conseil d'administration...) • Saisit le temps de travail par mission et les frais de déplacement (EVA, Virtualia, FRED...) <u>MISSIONS ANNEXES / EVENTUELLES :</u> • Peut encadrer des stagiaires ou services civiques • Peut participer à des opérations de sauvetage ou de prévention des risques dans le cadre de dispositifs coordonnés de l'État • Peut participer à l'atelier photo du Parc : réalise des prises de vue de qualité pour répondre à des besoins en image ciblés (sujet, lieu, Observatoire photographique des Paysages, etc.), trie et légende des photos pour leur intégration dans la photothèque <u>MISSIONS IMPLIQUANT UNE EXPERTISE PARTICULIERE</u>
--	---

(Technicité, qualification, expérience, sujétions, conception, coordination) :

Mission d'Inspecteur-riche de l'Environnement

- Recherche et constate les infractions aux dispositions du code de l'environnement pour lesquelles il est compétent.
Principaux domaines de compétence :
 - Espaces naturels, dont la réglementation des parcs nationaux et des réserves naturelles
 - Patrimoine naturel (faune, flore, habitats, chasse et pêche)
 - Eaux et milieux aquatiques.
- Conçoit, organise et participe à des opérations de contrôle en inter-services (OFB, DDT, ONF, gendarmerie, douanes)
- Les infractions constatées sont relevées conformément à la convention de politique pénale établie entre l'Etablissement public et le Parquet, allant de la remontrance verbale à la procédure judiciaire.
- Rédige ses procédures judiciaires, applique les procédures d'enquête et d'audition. Peut participer et intervenir lors des audiences devant les tribunaux pour répondre aux questions du procureur ou du président.
- Rend compte de son activité dans le logiciel OSCEAN.
- En matière de police administrative, l'agent suit les différentes autorisations délivrées par l'Etablissement (travaux, activités), et rédige un rapport de manquement administratif en cas de non-conformité.

Assure une responsabilité fonctionnelle, une fonction de référent-e thématique ou d'expert-e :

- Exerce une responsabilité fonctionnelle à l'échelle du Parc, par exemple le pilotage d'un groupe opérationnel
- Est référent-e dans un domaine d'expertise à l'échelle du Parc, de la Tarentaise ou de la Maurienne
- Est référent-e dans un domaine de responsabilité à l'échelle du secteur (police, EPI, véhicules, logistique, communication interne...)
- Est pilote ou co-pilote d'un ou plusieurs groupes opérationnels et coordonne certaines activités au niveau du secteur sur ces thématiques (réunion du groupe de travail, comptages, compte rendus...)
- Peut transmettre ses connaissances en interne en fonction de son domaine d'expertise
- Peut devenir référent-e de l'établissement dans un domaine spécifique (lettre de mission)

Sur ces missions, le-la garde-monteur-riche contribue :

- En produisant des notes, des protocoles, une organisation logistique
- En préparant puis en coordonnant en amont, pendant et en aval des opérations (protocole, police, outils pédagogiques...) en associant l'ensemble des parties prenantes
- En participant à ces opérations
- En étant le relais des autres agents sur ce domaine (circulation de l'information, représentation de l'établissement...)

<i>Intérêt, difficultés, contraintes du poste :</i>	- Le métier d'agent requiert une réelle adaptabilité aux différents publics rencontrés, ainsi qu'une forte réactivité dans l'exercice des missions. - Le positionnement géographique des agents sur le terrain, tant en résidence personnelle qu'administrative, peut les exposer à des risques particuliers. - Le métier impose une disponibilité et une adaptabilité importantes, notamment une grande souplesse dans l'emploi du temps des agents, avec des périodes d'activité très intenses, des horaires variables, parfois du travail de nuit, les week-ends ou les jours fériés. - Les déplacements en milieu montagnard été comme hiver exposent les agents à des risques particuliers, de même que l'exercice des missions de police, qui nécessitent des formations initiales et des recyclages réguliers.
---	--

COMPETENCES REQUISES SUR LE POSTE	
<i>Savoirs (connaissances théoriques et pratiques) :</i>	- Connaissance du territoire, des acteurs, du contexte administratif et politique local, - Compétences naturalistes, - Connaissances réglementaires (droit de l'environnement, urbanisme, forêts). - Compétences en matière de sécurité (encadrement de groupes, y compris scolaires et personnes en situation de handicap, déplacements en montagne toutes saisons, formation aux premiers secours) ; savoir gérer et utiliser son matériel de sécurité (communications, matériel technique, EPI,...)
<i>Savoir-faire (technique et méthodologique) :</i>	- Pratique du terrain en milieu montagnard, notamment une bonne pratique du ski de randonnée - Techniques d'animation et de communication en public, - Techniques de négociation et gestion des conflits, - Techniques d'interpellation, - Bureautique. - Qualités rédactionnelles et orales
<i>Savoir-être (attitudes et comportement attendu) :</i>	- Sens du service public, - Esprit d'équipe, - Savoir s'adapter (discours/façon d'être) à la diversité des publics rencontrés. - Autonomie, adaptabilité, ouverture, capacité d'écoute,

PROCEDURE DE RECRUTEMENT	
<i>Contact et envoi des candidatures :</i>	Sébastien Brégeon, chef de secteur : 06 26 84 73 55 Laurent Perier-Muzet, chef de secteur adjoint : 06 26 84 73 49 Lettre de motivation + C.V. à adresser à : secretariat@vanoise-parcnational.fr
<i>Délais-calendrier :</i>	Candidatures à adresser au plus tard le 22 août 2021 Entretien éventuel à prévoir le vendredi 27 août 2021 Prise de poste / début de contrat au plus tôt le 1er novembre 2021 et au plus tard le 1er janvier 2022





FICHE DE POSTE

IDENTIFICATION DU POSTE

<i>Intitulé du poste</i>	Technicien-ne agriculture
<i>Nature du poste (administratif, technique)</i>	- Technique - Catégorie B - Technicien de l'environnement ou équivalent - RIFSEEP technicien de l'environnement : groupe 2 - Position normale d'activité pour un fonctionnaire d'Etat, détachement de la fonction publique territoriale ou hospitalière, ou subsidiairement CDD d'une durée de 3 ans éventuellement reconductible une fois

AFFECTATION, PRESENTATION DU SERVICE

<i>Secteur d'affectation</i>	Secteur de Haute Maurienne
<i>Mission principale du service</i>	Les secteurs sont en charge de la mise en œuvre territoriale de la politique de l'établissement et des relations avec les partenaires locaux
<i>Composition du service (effectif)</i>	Service composé d'un chef de secteur, un adjoint, un assistant, 6 techniciens thématiques, 9 agents territoriaux, 2 agents CDI 70% en renfort et de saisonniers : ouvriers, hôtesses.
<i>Positionnement de l'agent dans l'organigramme du service, (affectation, relations hiérarchiques)</i>	L'agent-e est placé-e sous l'autorité hiérarchique du chef de secteur.
<i>Relations fonctionnelles</i>	Relations directes avec les chargés de missions en charge de la gestion des milieux et des activités (chargé de mission agroenvironnement) Relations directes avec les agents du secteur
<i>Affectation territoriale - Résidence administre.</i>	Secteur de Haute Maurienne

MISSIONS ET ACTIVITES

<i>Définition du poste : (Mission principale, objectifs du poste)</i>	Le/la technicien-ne est chargé-e, pour le secteur, de la déclinaison territoriale de la politique agro-environnementale. Il participe également aux tâches courantes affectées à l'équipe du secteur de Maurienne.
---	--



<i>Missions et activités du poste</i>	Mission 1 : Suivi, gestion et animation des dossiers agricoles sur le secteur (60%) En lien avec le chargé de mission, le chef de secteur et le chef de secteur adjoint : • Contribuer à l'élaboration de la feuille de route agriculture et assurer sa mise en œuvre sur le secteur • Animer le travail des gardes-moniteurs du secteur sur la thématique « agriculture », • Accompagner les agriculteurs dans leurs éventuels projets en cœur de Parc • Contribution à la définition des mesures agro-environnementales, suivi de leur mise en œuvre, renouvellement à échéance • Être force de proposition auprès des agriculteurs pour améliorer leur prise en compte des milieux et espèces sensibles • Mise en œuvre des protocoles de suivi scientifiques « Alpages Sentinelles » • Appui à la mise en œuvre de programmes de recherche en lien avec la thématique (coléoptères coprophages, ...) • Coordination des « Constats de prédation Loup » sur le secteur et aide à la mise en place de mesures de protection auprès des éleveurs, appui aux éleveurs pour la mise en place de mesures de protection, référent sur la thématique pour la vallée • Coordonner à l'échelle du secteur les suivis scientifiques de l'espèce loup. • Animer le travail du vacataire saisonnier en charge des constats de prédation • Assurer le lien avec les acteurs agricoles territorialement compétents (GiDA, groupements pastoraux, etc.), • Contribuer à l'émergence de produits agricoles marqués « Esprit Parc national » (promotion, audits techniques) Missions 2 : Vie du secteur (40%) • Participation aux opérations de gestion des refuges, sentiers et passerelles • Participation aux opérations de surveillance, de police judiciaire et administrative • Participation aux animations assurées par l'équipe du secteur • Participation aux opérations de connaissance et de suivi du patrimoine naturel
<i>Intérêt, difficultés, contraintes du poste</i>	• Articulation siège secteur, information réciproque ; mobilisation des agents du secteur, relations avec les correspondants thématiques, relationnel sur opérations d'aménagement • Apport positif au territoire et à ses habitants, articulation et partenariat avec les socioprofessionnels et acteurs locaux • Astreintes liées aux missions de police ou à des sujétions particulières (constats de grands prédateurs, mobilisations liées à la sécurité civile, etc.) • Forte saisonnalité

COMPETENCES REQUISES SUR LE POSTE	
<i>Savoirs (connaissances théoriques et pratiques)</i>	• Connaissances naturalistes générales • Compréhension des procédures d'aménagement • Connaissance du monde agricole en montagne • Connaissance des acteurs socio-économiques en montagne
<i>Savoir-faire (technique et méthodologique)</i>	• Capacités à la mise en œuvre de protocoles, maîtrise des outils de saisie et de consultation (dont terminaux de terrain), savoir-faire en gestion des milieux • Capacité de rédaction et de synthèse • Capacité de concertation et de gestion de conflits • Techniques de déplacements en montagne en été et hiver (ski de randonnée) • Amené-e à être commissionné-e et assermenté-e en police de l'environnement
<i>Savoir-être (attitudes et comportement attendu)</i>	• Capacité d'animation, rigueur, capacités relationnelles et organisationnelles • Capacité à nouer des relations humaines en interne et en externe, intérêt pour la question agricole • Capacité de travail en équipe et capacité à effectuer régulièrement des retours d'information • Capacité d'analyse et de recul • Capacité à travailler en autonomie

PROCEDURE DE RECRUTEMENT	
<i>Contact et envoi des candidatures</i>	Sébastien Brégeon, chef de secteur : 06 26 84 73 55 Laurent Perier-Muzet, chef de secteur adjoint : 06 26 84 73 49 Lettre de motivation + C.V. à adresser à : secretariat@vanoise-parcnational.fr
<i>Délais-calendrier</i>	Candidatures à adresser au plus tard le 22 août 2021 Entretien éventuel à prévoir le vendredi 27 août 2021 Prise de poste / début de contrat au plus tôt le 1er novembre 2021 et au plus tard le 1er janvier 2022



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)
Direction des opérations

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil-sous-bois cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

**REFERENT FONCTIONNEL (H/F)
AMOA SI Instruction monitoring**

N° du poste : M10126	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Cotation RIFSEEP : 2
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'agriculture et du ministère en charge de l'emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC. Elle est entièrement située sur le site de Montreuil La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Ce système est techniquement développé par un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA. Rattachée à la DSDA, la direction des opérations (DDO) a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac. La direction des opérations (DDO) est organisée en plusieurs services et secteurs dont celui en charge de la construction du SI, auquel est rattaché le poste.
Objectifs du poste	Ce secteur a pour mission d'analyser les besoins et les demandes d'évolution des fonctionnalités informatiques en liaison avec les services « métier » lié à la gestion des aides directes de la PAC. Le titulaire du poste est référent fonctionnel du volet « instruction monitoring » pour le système d'information Isis-telepac. A ce titre, il s'assure que les évolutions souhaitables sont mises en œuvre afin que les fonctionnalités déployées dans le système d'information pour les aspects « instruction monitoring » répondent pleinement aux besoins fonctionnels et opérationnels. Il effectue cette mission dans le cadre d'une démarche 'Agile' en ce sens que fondée sur des cycles courts et des interactions et échanges très réguliers et tout au long du processus tant en interne (prescripteurs métier, ingénieurs recette, etc.) qu'avec la maîtrise d'œuvre. Le titulaire du poste est situé au cœur de ces échanges et fait le lien

	entre les différentes dimensions à prendre en compte. Il effectue l'analyse des besoins et des demandes de fonctionnalités sur tous les domaines du programme Isis en liaison avec les services métiers, il relit et valide les spécifications fonctionnelles produites par le maître d'œuvre ainsi que les devis associés, il appuie l'équipe de recette de la direction des opérations et il réalise une expertise de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs. Il peut également être amené à accompagner et mettre en œuvre des projets informatiques structurants et/ou innovants, notamment au travers de POC (proof of concept) associé à la conduite du passage à l'échelle. Il sera affecté en particulier dans un premier temps au projet monitoring (suivi en continue des parcelles sur la base de photos satellites et d'intelligences artificielles) pour mettre en place du nouveau processus de contrôle des aides monitorées et non monitorées, sujet qui est au cœur du processus majeur de la réforme de la PAC 2023.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Rédiger les expressions de besoin technico-fonctionnelles. - Participer à la rédaction des expressions de besoins métier. - Participer aux comités technico-fonctionnels et dialoguer avec les maîtrises d'œuvre. - Valider le contenu des spécifications, ainsi que les estimations de charge. - Former fonctionnellement l'équipe de recette - Réaliser des expertises de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs. - Dans le cadre des projets structurants et/ou innovants concernant son domaine: - Etre force de proposition. - Participer au pilotage, à la construction, à la validation de POC. - Co-concevoir et accompagner l'éventuel passage à l'échelle.	
Champ relationnel du poste	- Services métiers - Maîtrises d'œuvre - Autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac.	
Compétences liées au poste	Savoirs : - Expérience avérée et probante de plusieurs années dans la construction de SI complexe, à la fois en tant que MOE et MOA. - Connaissance des outils JIRA, CONFLUENCE, @_Colaborative. - Connaissance appréciée des méthodes agiles et de la méthode UML. - La connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus. - Maîtrise des outils bureautiques. - Diplômé en informatique ingénieur, éventuellement universitaire (Bac + 5).	Savoir-faire : - Aptitude à animer des experts. - Aptitude à piloter des maîtrises d'œuvre. - Aptitude à communiquer, à travailler en équipe. - Esprit de synthèse et de rigueur. - Volonté de s'investir à la fois dans les processus métiers et les processus techniques. - Disponibilité, discrétion, abnégation et adaptabilité.
Personnes à contacter	<u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u> - Monsieur Jean-Louis LARRIEU, Directeur des opérations Isis-Telepac – jean-louis.larrieu@asp-public.fr - Tél : 01 73 02 18 70 - Monsieur Antoine ERHEL, adjoint au Directeur de la DSDA - antoine.erhel@asp-public.fr - Tél : 01 73 02 17 86 <u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u> - Madame Sandrine DUPUY, DRH/SEEC – conseillère recrutement, mobilité et formation - mobilite@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 00 33	



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de services et de paiement

Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)
Direction des opérations

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil-sous-bois cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

**REFERENT FONCTIONNEL (H/F)
AMOA SI Valorisation, liquidation, paiement**

N° du poste : M10127	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Cotation RIFSEEP : 2
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'agriculture et du ministère en charge de l'emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC. Elle est entièrement située sur le site de Montreuil La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Ce système est techniquement développé par un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA. Rattachée à la DSDA, la direction des opérations (DDO) a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac. La direction des opérations (DDO) est organisée en plusieurs services et secteurs dont celui en charge de la construction du SI, auquel est rattaché le poste.
Objectifs du poste	Ce secteur a pour mission d'analyser les besoins et les demandes d'évolution des fonctionnalités informatiques en liaison avec les services « métier » lié à la gestion des aides directes de la PAC. Le titulaire du poste est référent fonctionnel du volet « valorisation, liquidation et paiement » pour le système d'information Isis-telepac. A ce titre, il s'assure que les évolutions souhaitables sont mises en œuvre afin que les fonctionnalités déployées dans le système d'information pour les aspects « valorisation, liquidation, et paiement » répondent pleinement aux besoins fonctionnels et opérationnels. Il effectue cette mission dans le cadre d'une démarche 'Agile' en ce sens que fondée sur des cycles courts et des interactions et échanges très réguliers et tout au long du processus tant en interne (prescripteurs métier, ingénieurs recette, etc.) qu'avec la maîtrise d'œuvre. Le titulaire du poste est situé au cœur de ces échanges et fait le lien

	entre les différentes dimensions à prendre en compte. Plus particulièrement, il effectue l'analyse des besoins et des demandes de fonctionnalités sur tous les domaines du programme Isis en liaison avec les services métiers, il relit et valide les spécifications fonctionnelles produites par le maître d'œuvre ainsi que les devis associés, il appuie l'équipe de recette de la direction des opérations et il réalise une expertise de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs. Il peut également être amené à accompagner et mettre en œuvre des projets informatiques structurants et/ou innovants, notamment au travers de POC (proof of concept) associé à la conduite du passage à l'échelle. Son périmètre fonctionnel porte sur l'ensemble de la valorisation, de la liquidation, du paiement des aides du premier pilier et du second pilier et il inclut l'intégralité de la chaîne de gestion de ce périmètre. Ces sujets sont au cœur de la gestion des aides de la PAC et notamment il sera au centre de la refonte du module de valorisation dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Rédiger les expressions de besoin technico-fonctionnelles. - Participer à la rédaction des expressions de besoins métier. - Participer aux comités technico-fonctionnels et dialoguer avec les maîtrises d'œuvre. - Valider le contenu des spécifications, ainsi que les estimations de charge. - Former fonctionnellement l'équipe de recette - Réaliser des expertises de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs. - Dans le cadre des projets structurants et/ou innovants concernant son domaine: - Etre force de proposition. - Participer au pilotage, à la construction, à la validation de POC. - Co-concevoir et accompagner l'éventuel passage à l'échelle.	
Champ relationnel du poste	- Services métiers - Maîtrises d'œuvre - Autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac.	
Compétences liées au poste	Savoirs : - Expérience avérée et probante de plusieurs années dans la construction de SI complexe, à la fois en tant que MOE et MOA. - Connaissance des outils JIRA, CONFLUENCE, @_Colaborative. - Connaissance appréciée des méthodes agiles et de la méthode UML. - La connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus. - Maîtrise des outils bureautiques. - Diplômé en informatique ingénieur, éventuellement universitaire (Bac + 5).	Savoir-faire : - Aptitude à animer des experts. - Aptitude à piloter des maîtrises d'œuvre. - Aptitude à communiquer, à travailler en équipe. - Esprit de synthèse et de rigueur. - Volonté de s'investir à la fois dans les processus métiers et les processus techniques. - Disponibilité, discrétion, abnégation et adaptabilité.
Personnes à contacter	<u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u> - Monsieur Jean-Louis LARRIEU, Directeur des opérations Isis-Telepac – jean-louis.larrieu@asp-public.fr - Tél : 01 73 02 18 70 - Monsieur Antoine ERHEL, adjoint au Directeur de la DSDA - antoine.erhel@asp-public.fr - Tél : 01 73 02 17 86 <u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u> - Madame Sandrine DUPUY, DRH/SEEC – conseillère recrutement, mobilité et formation - mobilite@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 00 33	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de Services et de Paiement
Direction régionale Nouvelle-Aquitaine – Site de Bordeaux
91 Rue de Nuyens – 33000 BORDEAUX**

CHEF DE SECTEUR (H/F)

Contrôles administratifs approfondis feader et instructions aides investissements (CAAFIAI)

N° du poste : R85083 Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	Groupe RIFSEEP : 3
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La direction régionale Nouvelle-Aquitaine regroupe 160 agents titulaires répartis sur les trois sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers. Son activité se décompose en trois grands domaines d'activité : les aides économiques et sociales, la gestion et le contrôle des aides agricoles. Le ou la titulaire du poste sera placé(e) sous l'autorité du chef de service agriculture développement rural et pêche.
Objectifs du poste	La personne recrutée sera chargée de l'encadrement, de l'animation et de la coordination des activités du secteur « contrôles de conformité et instruction aides investissement » multi sites (Bordeaux, Poitiers et Limoges)
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Le (la) titulaire du poste encadre, anime et coordonne les activités du secteur « Contrôles de conformité et instruction aides investissement » multi sites (Bordeaux, Poitiers, Limoges) au regard de l'application des règles et procédures. Il (elle) aura notamment à accomplir les tâches suivantes : - Participer en accord avec le chef de service et le Directeur régional adjoint à la définition des objectifs assignés à l'équipe ; - Planifier et distribuer le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités, des échéances et des compétences de chacun et fixer les objectifs individuels ; - Assurer le suivi de l'activité et organiser les autocontrôles au sein de son équipe ; - Proposer les améliorations relatives aux procédures mises en œuvre au sein de son équipe ; - Apporter un appui sur les dossiers complexes ; - Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du secteur ;

	- Participer au recrutement et à la formation des agents en CDD et des nouveaux arrivants ; - Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes ; - Participer à des groupes de travail, animer des réunions ; - Synthétiser et présenter le bilan des activités du secteur.	
Champ relationnel du poste	- Interlocuteurs externes : partenaires de la direction régionale sur le FEADER : DDT, Conseil régional Nouvelle Aquitaine (Service FEADER et services métiers), DREAL, DRAAF - Interlocuteurs internes : agents de la direction régionale et services du Siège	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	- Connaître l'environnement et les techniques des différentes filières liées au service ; - Connaître les réglementations et les circulaires relatives aux fonctions exercées ; - Connaître les logiciels de gestion spécifiques de l'ASP ; - Connaître les principes techniques des différents types de dossiers gérés ; - Connaissance des compétences de son équipe ;	- Maîtrise des différents logiciels utilisés par le secteur ; - Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers ; - Savoir rendre compte ; - Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet ; - Anticiper les difficultés et alerter le chef de service ; - Polyvalence et disponibilité ;
Personnes à contacter	<u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u> Madame Véronique GELIS – Cheffe du service Administratif et Financier - : veronique.gelis@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 08 Monsieur Laurent VIGNAUD — Directeur régional adjoint - laurent.vignaud@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 07 Madame Céline GRANET – Cheffe du service Agriculture Développement Rural et Pêche celine.granet@asp-public.fr – Tél : 05 56 47 72 <u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u> Monsieur Nicolas LEBRAUD – DRH – Conseiller recrutement, mobilité et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64	